

Gegenüberstellung



Foire aux questions (FAQ)

Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration

Version du 30 juin 2023



Häufig gestellte Fragen (FAQ)

Grenzüberschreitende Gestaltungen, die gemeldet werden müssen

Version vom 30. Juni 2023

Die doppelseitige Darstellung der Gegenüberstellung von französischer und der deutscher Fassung richtet sich nach dem von Ihnen verwendeten Browsers.

Beispiel: in Safari mittels Rechtsklick:

✓ Größe automatisch anpassen

Vergrößern

Verkleinern

Originalgröße

Einzelseiten

✓ Einzelseiten, kontinuierlich

Doppelseiten

Doppelseiten, kontinuierlich

Nächste Seite

Vorherige Seite

Von iPhone oder iPad importieren >



Foire aux questions (FAQ)

Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration

Version du 30 juin 2023

Inhaltsverzeichnis

1.	Introduction	5
2.	Généralités	5
2.1.	Quels sont les impacts du BREXIT sur les obligations de déclaration et de notifications des intermédiaires et contribuables concernés au Luxembourg ?	5
2.2.	Quels sont les impôts visés par la Loi ?.....	5
2.3.	Quelles sont les personnes visées par la Loi ?	6
3.	Quels sont les dispositifs qui doivent être déclarés ?.....	6
3.1.	À quelles conditions un dispositif est-il transfrontière ?.....	6
3.2.	Qui peut être considéré comme un participant au dispositif ?.....	7
3.3.	Dans quels cas un intermédiaire est-il à considérer comme un participant au dispositif ?	7
3.4.	Qu'est-ce qu'un dispositif commercialisable et quand doit-il être mis à jour ?	8
3.5.	Une société transparente peut-elle tomber dans la définition de contribuable concerné ?	8
4.	Les intermédiaires	8
4.2.	Que vise-t-on par « sait ou pourrait raisonnablement être censé savoir » ?.....	9
4.3.	Les intermédiaires ont-ils une obligation de recherche active d'informations sur le dispositif ?	9
4.4.	Est-ce qu'il peut y avoir un intermédiaire dans le cas de dispositifs mis en œuvre en interne ?	10
4.5.	Un établissement stable peut-il être considéré comme un intermédiaire ?.....	10



Häufig gestellte Fragen (FAQ)

Grenzüberschreitende Gestaltungen, die gemeldet werden müssen

Version vom 30. Juni 2023

Inhaltsverzeichnis

1.	Einführung	5
2.	Allgemeines	5
2.1.	Welche Auswirkungen hat der BREXIT auf die Melde- und Mitteilungspflichten der betroffenen Intermediäre und Steuerpflichtigen in Luxemburg?	5
2.2.	Welche Steuern fallen unter das Gesetz?	5
2.3.	Für welche Personen gilt das Gesetz?	6
3.	Welche Gestaltungen müssen gemeldet werden?	6
3.1.	Unter welchen Bedingungen ist eine Gestaltung grenzüberschreitend?	6
3.2.	Wer gilt als Teilnehmer der Gestaltung?	7
3.3.	In welchen Fällen ist ein Intermediär als Teilnehmer der Gestaltung zu betrachten?	7
3.4.	Was ist eine marktfähige Gestaltung und wann muss sie aktualisiert werden?	8
3.5.	Kann eine transparente Gesellschaft unter die Definition eines betroffenen Steuerpflichtigen fallen? ..	8
4.	Die intermediäre	8
4.2.	Was ist gemeint mit "weiß oder könnte vernünftigerweise erwartet werden zu wissen"?	9
4.3.	Sind Intermediäre verpflichtet, aktiv nach Informationen zu einer Gestaltung zu suchen?	9
4.4.	Kann es bei intern konzipierten Gestaltungen einen Intermediär geben?	10
4.5.	Kann eine Betriebsstätte als Intermediär angesehen werden?	10



4.6. Une société mère établie au Luxembourg est-elle dispensée de son obligation de déclaration si l'établissement stable de cette société établie dans un autre État membre de l'Union Européenne a déjà déclaré le dispositif transfrontière déclarable ?	11
5. L'obligation de déclaration	12
5.1. Dans quels cas un intermédiaire doit-il déclarer un dispositif transfrontière au Luxembourg ?.....	12
5.2. À qui incombe l'obligation de déclaration quand un intermédiaire invoque le secret professionnel ?.....	12
5.3. Dans quels cas l'obligation de déclaration d'un dispositif transfrontière revient-elle au contribuable concerné ?.....	13
5.4. En présence de plusieurs intermédiaires ou contribuables concernés ou en présence d'une obligation de déclaration multiple, comment prouver que les informations relatives à un dispositif ont été transmises ?	13
6.1. Quelle est l'étendue de l'obligation de notification incombant à l'intermédiaire qui invoque le secret professionnel ?	14
6.2. De quelle manière l'intermédiaire qui invoque le secret professionnel doit-il informer l'(les) autre(s) intermédiaire(s) qu'il(s) a (ont) une obligation de déclaration ?	15
6.3. À quelles obligations de notification est tenu l'intermédiaire qui déclare un dispositif transfrontière ?.....	15
7. Quand le contribuable concerné par un dispositif transfrontière doit-il renseigner dans sa déclaration annuelle d'impôt sur le revenu l'utilisation qu'il fait du dispositif ?	15
8. Quelles sont les informations à transmettre ?	16
9. Quel est le point de départ des délais de déclaration et de notification ?	17
10. Critère de l'avantage principal	18
10.1. Que faut-il entendre par avantage fiscal ?	18
10.2. Comment peut-on évaluer si l'avantage fiscal est l'avantage principal d'un dispositif ?	19
10.3. Dans quels cas le dispositif transfrontière doit-il rencontrer le critère de l'avantage principal pour être déclarable ?	19
11. Quelles sont les différentes catégories de marqueurs ?	19
11.1. Marqueurs de la catégorie A	19
11.1.1. Un dispositif remplissant le marqueur A.3. doit-il être considéré comme dispositif commercialisable ?	20
11.1.2. Que faut-il entendre par le terme « standardisé » ?	20
11.1.3. Que faut-il entendre par documentation et/ou structure standardisée ?	20



4.6. Ist eine in Luxemburg ansässige Muttergesellschaft von ihrer Meldepflicht befreit, wenn die in einem anderen EU-Mitgliedstaat ansässige Betriebsstätte dieser Gesellschaft die meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltung bereits gemeldet hat?.....	11
5. Die Verpflichtung zur Meldung.....	12
5.1. In welchen Fällen muss ein Intermediär eine grenzüberschreitende Gestaltung in Luxemburg melden? .	12
5.2. Wem obliegt die Meldepflicht, wenn sich ein Intermediär auf ein Berufsgeheimnis beruft?	12
5.3. In welchen Fällen fällt die Meldepflicht für eine grenzüberschreitende Gestaltung auf den betroffenen Steuerpflichtigen zurück?	13
5.4. Wenn es mehrere betroffene Intermediäre oder Steuerpflichtige gibt oder eine mehrfache Meldepflicht besteht, wie kann man dann nachweisen, dass die Informationen zu einer Gestaltung übermittelt wurden?	13
6.1. Wie weit reicht die Meldepflicht des Intermediärs, der sich auf das Berufsgeheimnis beruft?	14
6.2. Auf welche Weise muss der Intermediär, der sich auf das Berufsgeheimnis beruft, den (die) andere(n) Intermediär(e) informieren, dass er (sie) eine Meldepflicht hat (haben)?	15
6.3. Welche Meldepflichten hat ein Intermediär, der eine grenzüberschreitende Gestaltung meldet?.....	15
7. Wann muss der von einer grenzüberschreitenden Gestaltung betroffene Steuerpflichtige in seiner jährlichen Einkommensteuererklärung die Nutzung der Gestaltung angeben?	15
8. Welche Informationen sind zu übermitteln?	16
9. Wann beginnen die Melde- und Benachrichtigungsfristen?	17
10. Kriterium des Vorteils Hauptkriterium	18
10.1. Was ist unter einem Steuervorteil zu verstehen?.....	18
10.2. Wie kann man beurteilen, ob der Steuervorteil der Hauptvorteil der Gestaltung ist?.....	19
10.3. In welchen Fällen muss für die grenzüberschreitende Gestaltung das Kriterium des Hauptvorteils erfüllt sein, um meldepflichtig zu sein?	19
11. Welche verschiedenen Kategorien von Kennzeichen gibt es?.....	19
11.1. Kennzeichen der Kategorie A	19
11.1.1. Sollte eine Gestaltung, die das Kennzeichen A.3. erfüllt, als marktfähige Gestaltung betrachtet werden?.....	20
11.1.2. Was ist unter dem Begriff "standardisiert" zu verstehen?	20
11.1.3. Was ist unter Dokumentation und/oder standardisierter Struktur zu verstehen?	20



11.2.	Marqueurs de la catégorie B	21
11.2.1.	Que faut-il entendre par « revenu » au sens du marqueur B.2. ?.....	21
11.2.2.	Comment évaluer la conversion de revenu visée sous le marqueur B.2. ?	21
11.2.3.	Que faut-il entendre par « revenu taxé à un niveau inférieur » ?.....	21
11.3.	Marqueurs de la catégorie C	21
11.3.1.	Comment déterminer la résidence fiscale dans le cadre de l'application du marqueur C.1.a) ? (MODIFIÉ).....	21
11.3.2.	Une société transparente peut-elle être considérée comme le bénéficiaire des paiements transfrontières visés sous le marqueur C.1.a) ?	22
11.3.3.	Quelles sont les juridictions de pays tiers qui ont été évaluées comme étant non coopératives et qui sont à considérer sous le marqueur C.1. b) ii) ? (MODIFIÉ)	23
11.3.4.	Quels sont les revenus visés sous le marqueur C.1. d) ? (NOUVEAU).....	23
11.4.	Marqueurs de la catégorie D	23
11.4.1.	Que faut-il entendre par un « Accord équivalent concernant l'échange automatique » visé sous le marqueur D.1. ?	23
11.4.2.	Quand un dispositif transfrontière est-il à considérer comme susceptible d'avoir pour effet de porter atteinte aux obligations déclaratives au sens du marqueur D.1. ?	24
11.5.	Marqueurs de la catégorie E.....	24
11.5.1.	Que faut-il entendre par des actifs incorporels difficiles à évaluer repris sous le marqueur E.2. ?	24
11.5.2.	Est-ce qu'une fusion ou liquidation transfrontière peut être visée par le marqueur E.3. ? (MODIFIÉ).....	24
11.5.3.	Est-ce que les migrations et les transferts administratifs du siège social sont visés par le marqueur E.3. ? (NOUVEAU)	25
11.5.4.	Quelle est la définition de l'EBIT ? (MODIFIÉ)	25
11.5.5.	Comment déterminer la variation de l'EBIT? (NOUVEAU)	25
12.	Quelles sont les modalités de transmission des informations ?	26
12.1.	Une démarche peut-elle être transmise même si les champs désignés comme champs obligatoires sont laissés vides ?.....	26
12.2.	Quelle est la langue à utiliser pour la transmission des informations ?	27



11.2. Kennzeichen der Kategorie B	21
11.2.1. Was ist unter "Einkommen" im Sinne des Kennzeichens B.2. zu verstehen?	21
11.2.2. Wie wird die angestrebte Einkommensumwandlung unter Kennzeichen B.2. bewertet?	21
11.2.3. Was ist unter "Einkommen, das auf einem niedrigeren Niveau besteuert wird" zu verstehen?	21
11.3. Kennzeichen der Kategorie C	21
11.3.1. Wie bestimmt man die steuerliche Ansässigkeit bei der Anwendung des Kennzeichen C.1.a)? (GEÄNDERT).....	21
11.3.2. Kann eine transparente Gesellschaft als Empfänger der unter Kennzeichen C.1.a) genannten grenzüberschreitenden Zahlungen angesehen werden?.....	22
11.3.3. Welche Drittstaatengerichtsbarkeiten wurden als nicht kooperativ bewertet und sind unter dem Kennzeichen C.1. b) ii) zu betrachten? (GEÄNDERT)	23
11.3.4. Welche Einkünfte sind unter Kennzeichen C.1. d) gemeint? (NEU)	23
11.4. Kennzeichen der Kategorie D	23
11.4.1. Was ist unter einer "Gleichwertigen Vereinbarung über den automatischen Austausch" zu verstehen, auf die unter Kennzeichen D.1. Bezug genommen wird?.....	23
11.4.2. Wann ist eine grenzüberschreitende Gestaltung als geeignet anzusehen, eine Beeinträchtigung der Meldepflichten im Sinne von Kennzeichen D.1. zu bewirken?	24
11.5. Kennzeichen der Kategorie E	24
11.5.1. Was ist unter schwer zu bewertenden immateriellen Vermögenswerten zu verstehen, die unter der Markierung E.2. aufgeführt sind?.....	24
11.5.2. Kann eine grenzüberschreitende Verschmelzung oder Liquidation durch das Kennzeichen E.3. erfasst werden? (GEÄNDERT)	24
11.5.3. Sind Sitzverlegungen und Verlegungen des Orts der Geschäftsleitung vom Kennzeichen E.3. erfasst? (NEU).....	25
11.5.4. Wie lautet die Definition von EBIT? (GEÄNDERT)	25
11.5.5. Wie bestimmt man die Veränderung des EBIT? (NEU)	25
12. Wie werden die Informationen weitergegeben?	26
12.1. Kann ein Schritt auch dann weitergeleitet werden, wenn die als Pflichtfelder bezeichneten Felder leer gelassen werden?.....	26
12.2. Welche Sprache soll für die Übermittlung von Informationen verwendet werden?.....	27



12.3. Quels numéros de référence sont attribués à un dispositif en cas de déclaration ?.....	27
12.6. Une fois la démarche transmise via <i>MyGuichet</i> à l'ACD peut-elle encore faire l'objet d'une correction ?.....	28
12.7. Dans quels cas faut-il prévoir le dépôt d'un ajout à une déclaration ?.....	29
- Dispositifs ayant déjà fait l'objet d'une déclaration par un autre intermédiaire ou dans un autre État Membre.....	29
- Dispositifs commercialisables.....	29
- Dispositifs dont certaines informations n'étaient pas connues au moment du dépôt.....	29
12.8. Comment savoir si une démarche a bien été transmise à l'ACD ?.....	30
12.9. Quand est-ce que le dispositif déclaré fera l'objet d'un échange automatique?	30
12.10. Le bordereau de transmission et le certificat de déclaration constituent-ils une preuve de déclaration acceptée par les autres États membres ?.....	30



12.3.	Welche Referenznummern werden einer Gestaltung bei einer Meldung zugewiesen?	27
12.7.	In welchen Fällen sollte die Einreichung eines Zusatzes zu einer Meldung vorgesehen werden?.....	29
-	Gestaltungen, die bereits von einem anderen Intermediär gemeldet wurden, oder in einem anderen Mitgliedstaat.....	29
-	Marktfähige Gestaltungen	29
-	Gestaltungen, bei denen einige Informationen zum Zeitpunkt der Einreichung nicht bekannt waren	29
12.8.	Wie kann ich feststellen, ob ein Schritt an die ACD weitergeleitet wurde?.....	30
12.9.	Wann wird die gemeldete Gestaltung automatisch ausgetauscht?	30
12.10.	Stellen der Übermittlungsschein und die Anmeldebescheinigung einen von anderen Mitgliedstaaten akzeptierten Anmeldungs nachweis dar?	30



1. Introduction

Le but du présent document est d'apporter des clarifications quant à l'interprétation de certains termes et/ou définitions repris(es) dans la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (ci-après « la Loi »). Il s'agit de précisions d'ordre général. Les spécificités de chaque dispositif sont à évaluer au cas par cas et ne peuvent être généralisées. Le document comporte également des précisions en ce qui concerne les formes et modalités de transmission des informations à l'Administration des contributions directes (ci-après « ACD »)¹.

En cas de questions supplémentaires, veuillez contacter l'ACD directement via la boîte e-mail générique dac6@co.etat.lu.

2. Généralités

2.1. Quels sont les impacts du BREXIT sur les obligations de déclaration et de notifications des intermédiaires et contribuables concernés au Luxembourg ?

Afin de déterminer si un dispositif est un dispositif transfrontière soumis à déclaration, les intermédiaires et les contribuables concernés pourront, en ce qui concerne les dispositifs transfrontières dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 31 décembre 2020, se baser sur l'analyse initialement effectuée et qui reposait sur le fait que le Royaume-Uni était un pays de l'Union européenne pendant la période en question.

En revanche, afin de déterminer si un intermédiaire ou un contribuable concerné est soumis à une obligation de déclaration ou de notification au Luxembourg à partir du 1^{er} janvier 2021, le Royaume-Uni est toujours à considérer comme un État tiers, même en présence de dispositifs transfrontières dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 31 décembre 2020 ou en présence de dispositifs qui seraient déclarés au Royaume-Uni en application d'une base légale autre que la directive.

D'un point de vue technique, lors de la déclaration d'un dispositif transfrontière, il convient de ne pas indiquer le Royaume-Uni en tant qu'État membre concerné.

2.2. Quels sont les impôts visés par la Loi ?

Sont visés les impôts directs et certains impôts indirects, tels les droits de succession, prélevés par l'État et les communes du Grand-Duché de Luxembourg, en leur nom ainsi que ceux prélevés par un autre État membre de l'Union européenne ou en son nom. Sont exclus, la taxe sur la valeur ajoutée, les droits de douane, les droits d'accises et les cotisations sociales obligatoires.

¹ Pour plus de détails concernant les modalités techniques, voir le manuel utilisateur « Déclaration liée à un dispositif transfrontière » et le schéma XSD DAC6.



1. Einführung

Zweck dieses Dokuments ist es, die Auslegung bestimmter Begriffe und/oder Definitionen im geänderten Gesetz vom 25. März 2020 über meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltungen (im Folgenden "das Gesetz") zu erläutern. Es handelt sich um allgemeine Erläuterungen. Die Besonderheiten jeder einzelnen Gestaltung sind von Fall zu Fall zu bewerten und können nicht verallgemeinert werden. Das Dokument enthält auch Präzisierungen in Bezug auf die Formen und Modalitäten der Übermittlung von Informationen an die Verwaltung für direkte Steuern (nachfolgend "ACD").¹

Bei weiteren Fragen wenden Sie sich bitte direkt an die ACD über die generische E-Mail-Box dac6@co.etat.lu.

2. Allgemeines

2.1. Welche Auswirkungen hat der BREXIT auf die Melde- und Mitteilungspflichten der betroffenen Intermediäre und Steuerpflichtigen in Luxemburg?

Um festzustellen, ob es sich bei einer Gestaltung um eine meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltung handelt, können sich die betroffenen Intermediäre und Steuerpflichtige bei grenzüberschreitenden Gestaltungen, deren erste Stufe zwischen dem 25. Juni 2018 und dem 31. Dezember 2020 umgesetzt wurde, auf die ursprünglich durchgeführte Analyse stützen, die darauf beruhte, dass das Vereinigte Königreich in dem betreffenden Zeitraum ein EU-Mitgliedstaat war.

Um festzustellen, ob ein betroffener Intermediär oder Steuerpflichtiger ab dem 1^{er} Januar 2021 einer Melde- oder Anzeigepflicht in Luxemburg unterliegt, ist das Vereinigte Königreich hingegen immer als Drittstaat zu betrachten, selbst wenn es sich um grenzüberschreitende Gestaltungen handelt, deren erste Stufe zwischen dem 25. Juni 2018 und dem 31. Dezember 2020 umgesetzt wurde, oder um Gestaltungen, die nach einer anderen Rechtsgrundlage als der Richtlinie im Vereinigten Königreich gemeldet würden.

Aus technischer Sicht ist bei der Meldung einer grenzüberschreitenden Gestaltung zu beachten, dass Vereinigte Königreich nicht als betroffenen Mitgliedstaat anzugeben.

2.2. Welche Steuern fallen unter das Gesetz?

Hierzu zählen direkte Steuern und bestimmte indirekte Steuern wie die Erbschaftssteuer, die vom Staat und den Gemeinden des Großherzogtums Luxemburg oder in deren Namen erhoben werden, sowie Steuern, die von einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in dessen Namen erhoben werden. Ausgenommen sind die Mehrwertsteuer, Zölle, Verbrauchssteuern und obligatorische Sozialbeiträge.

¹ Weitere Einzelheiten zu den technischen Modalitäten finden Sie im Benutzerhandbuch „Meldung im Zusammenhang mit einer grenzüberschreitenden Gestaltung“ und im XSD-Schema DAC6.



2.3. Quelles sont les personnes visées par la Loi ?

Le terme « personne » repris à l'article 1^{er}, point 10 de la Loi vise :

- une personne physique,
- une personne morale,
- lorsque la législation en vigueur le prévoit, une association de personnes à laquelle est reconnue la capacité d'accomplir des actes juridiques, mais qui ne possède pas le statut de personne morale, ou
- toute autre construction juridique quelles que soient sa nature et sa forme, dotée ou non de la personnalité juridique, possédant ou gérant des actifs qui, y compris le revenu qui en dérive, sont soumis à l'un des impôts visés à l'article 1^{er} de la [loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal](#) (voir point 2.2.).

3. Quels sont les dispositifs qui doivent être déclarés ?

Pour être considéré comme un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, le dispositif doit :

1. revêtir un caractère transfrontière (voir point 3.1.),
2. avoir pour objet un ou plusieurs types de taxes et impôts visés à l'article 1^{er} de la [loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal](#), (voir point 2.2.), et
3. comporter au moins l'un des marqueurs figurant à l'annexe de la Loi (voir point 11) et dans les cas où cela est exigé, que le critère de l'avantage principal soit rempli (voir point 10).

3.1. À quelles conditions un dispositif est-il transfrontière ?

Un dispositif est à considérer comme un dispositif transfrontière si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- a) tous les participants au dispositif ne sont pas résidents à des fins fiscales dans la même juridiction ;
- b) un ou plusieurs des participants au dispositif sont résidents à des fins fiscales dans plusieurs juridictions simultanément ;
- c) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans cette juridiction, le dispositif constituant une partie ou la totalité de l'activité de cet établissement stable ;



2.3. Für welche Personen gilt das Gesetz?

Der Begriff "Person" in Artikel 1, Punkt 10 des Gesetzes bezieht sich auf:

- eine natürliche Person,
- eine juristische Person,
- sofern dies nach geltendem Recht vorgesehen ist, eine Personenvereinigung, der die Fähigkeit zur Vornahme von Rechtshandlungen zuerkannt wurde, die aber nicht den Status einer juristischen Person besitzt, oder
- jede andere Rechtskonstruktion unabhängig von ihrer Art und Form, mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, die Vermögenswerte besitzt oder verwaltet, die einschließlich der daraus erzielten Einkünfte einer der in Artikel 1 des geänderten Gesetzes vom 29. März 2013 über die Verwaltungszusammenarbeit im Steuerbereich (siehe Punkt 2.2) genannten Steuern unterliegen.

3. Welche Gestaltungen müssen gemeldet werden?

Um als meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltung zu gelten, muss die Gestaltung:

1. grenzüberschreitenden Charakter haben (siehe Abschnitt 3.1),
2. eine oder mehrere Arten von Steuern und Abgaben zum Gegenstand haben, die in Artikel 1 des geänderten Gesetzes vom 29. März 2013 über die Verwaltungszusammenarbeit im Steuerbereich (siehe Abschnitt 2.2.) genannt sind, und
3. mindestens eine der im Anhang des Gesetzes aufgeführten Kennzeichen enthalten (siehe Nummer 11) und in Fällen, in denen dies vorgeschrieben ist, das Kriterium des Hauptvorteils erfüllt ist (siehe Nummer 10).

3.1. Unter welchen Bedingungen ist eine Gestaltung grenzüberschreitend?

Eine Gestaltung ist als grenzüberschreitende Gestaltung zu betrachten, wenn mindestens eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist:

- a) nicht alle Teilnehmer an der Gestaltung für steuerliche Zwecke in derselben Gerichtsbarkeit ansässig sind;
- b) einer oder mehrere der Teilnehmer an der Gestaltung für steuerliche Zwecke in mehreren Rechtsordnungen gleichzeitig ansässig sind;
- c) einer oder mehrere der Teilnehmer an der Gestaltung in einer anderen Jurisdiktion über eine dort belegene Betriebsstätte eine Tätigkeit ausüben, wobei die Gestaltung einen Teil oder die Gesamtheit der Tätigkeit dieser Betriebsstätte darstellt;



- d) un ou plusieurs des participants au dispositif exercent une activité dans une autre juridiction sans être résidents à des fins fiscales ni créer d'établissement stable dans cette juridiction ;
- e) un tel dispositif peut avoir des conséquences sur l'échange automatique d'informations ou sur l'identification des bénéficiaires effectifs.

Il n'y a pas de dispositif transfrontière

- si tous les participants au dispositif sont résidents à des fins fiscales dans le même État membre (qui n'est pas le Luxembourg), que l'intermédiaire n'est pas un participant au dispositif et qu'il est le seul à présenter un lien avec le Luxembourg ;
- si un participant exerce une activité à travers un établissement stable dans une autre juridiction, que le dispositif relève de l'activité de cet établissement stable seul et que tous les autres participants se trouvent également dans cette autre juridiction.

Ce raisonnement ne s'applique pas lorsque le dispositif peut avoir des conséquences sur l'échange automatique d'informations ou sur l'identification des bénéficiaires effectifs (cas de figure visé à l'article 1^{er}, point 1, lettre e) de la Loi)).

3.2. Qui peut être considéré comme un participant au dispositif ?

Sont à considérer comme participants à un dispositif, non seulement les contribuables concernés, mais également leur partenaires commerciaux ou contractuels (en ce qui concerne le dispositif en question) ainsi que, le cas échéant, les intermédiaires (voir point 3.3.).

Exemples:

- l'acheteur ou le vendeur d'un bien
- le locataire ou le propriétaire d'un bien économique
- les bailleurs ou les preneurs
- les prêteurs ou les emprunteurs.

3.3. Dans quels cas un intermédiaire est-il à considérer comme un participant au dispositif ?

Un intermédiaire qui exerce, en relation avec un dispositif transfrontière, exclusivement les activités telles la conception, la commercialisation, l'organisation d'un dispositif transfrontière, la mise à disposition d'un tel dispositif aux fins de sa mise en œuvre, n'est pas à qualifier de participant au dispositif à moins que cet intermédiaire ne soit également actif dans le dispositif qu'il a lui-même imaginé, proposé, mis en place, mis à disposition pour l'implémentation ou en a géré l'implémentation pour le contribuable concerné.



- d) ein oder mehrere Teilnehmer der Gestaltung in einer anderen Rechtsordnung tätig sind, ohne dort für Steuerzwecke ansässig zu sein oder eine Betriebsstätte zu begründen;
- e) eine solche Gestaltung Auswirkungen auf den automatischen Informationsaustausch oder die Feststellung der wirtschaftlichen Eigentümer haben kann.

Es gibt keine grenzüberschreitende Gestaltung

- wenn alle Teilnehmer der Gestaltung für steuerliche Zwecke in demselben Mitgliedstaat (der nicht Luxemburg ist) ansässig sind, der Intermediäre kein Teilnehmer der Gestaltung ist und nur er eine Verbindung zu Luxemburg aufweist;
- wenn ein Teilnehmer eine Tätigkeit über eine Betriebsstätte in einer anderen Rechtsordnung ausübt, die Gestaltung allein unter die Tätigkeit dieser Betriebsstätte fällt und alle anderen Teilnehmer sich ebenfalls in dieser anderen Rechtsordnung befinden.

Diese Argumentation gilt nicht, wenn die Gestaltung Auswirkungen auf den automatischen Informationsaustausch oder die Identifizierung der wirtschaftlichen Eigentümer haben kann (ein Fall, der in Artikel 1 Nr. 1 Buchstabe e des Gesetzes genannt wird)).

3.2. Wer gilt als Teilnehmer der Gestaltung?

Als Teilnehmer an einer Gestaltung sind nicht nur die betroffenen Steuerpflichtigen, sondern auch ihre Geschäfts- oder Vertragspartner (in Bezug auf die jeweilige Gestaltung) sowie gegebenenfalls Intermediäre (siehe Abschnitt 3.3.) zu betrachten.

Beispiele:

- der Käufer oder Verkäufer eines Gutes
- der Mieter oder Eigentümer eines Wirtschaftsguts
- die Vermieter oder die Mieter
- die Kreditgeber oder die Kreditnehmer.

3.3. In welchen Fällen ist ein Intermediär als Teilnehmer der Gestaltung zu betrachten?

Ein Intermediär, der in Bezug auf eine grenzüberschreitende Gestaltung ausschließlich Tätigkeiten wie Entwurf, Vermarktung, Organisation einer grenzüberschreitenden Gestaltung oder Bereitstellung einer solchen Gestaltung zum Zwecke seiner Implementierung ausübt, ist nicht als Teilnehmer der Gestaltung zu qualifizieren, es sei denn, dieser Intermediär ist auch in der Gestaltung aktiv, das er selbst zum Nutzen des betreffenden Steuerpflichtigen erdacht, vorgeschlagen, eingerichtet, zur Implementierung bereitgestellt oder dessen Implementierung gemanagt hat.



3.4. Qu'est-ce qu'un dispositif commercialisable et quand doit-il être mis à jour ?

Un dispositif est à déclarer en tant que dispositif commercialisable lorsque des mises à jour régulières, plus particulièrement l'ajout de contribuables concernés, sont envisagées.

Un dispositif qui comporte le marqueur A.3. ne constitue pas automatiquement un dispositif commercialisable.

Une mise à jour trimestrielle est seulement requise dans le cas où des ajustements doivent être apportés à la déclaration, p.ex. ajouts de noms des contribuables concernés. Une déclaration de type message à valeur zéro (*zero report*) n'est pas exigée. La mise à jour d'un dispositif commercialisable peut se faire à tout moment.

3.5. Une société transparente peut-elle tomber dans la définition de contribuable concerné ?

Un « contribuable concerné » est défini comme toute personne à qui un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration est mis à disposition aux fins de sa mise en œuvre, ou qui est disposée à mettre en œuvre un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou qui a mis en œuvre la première étape d'un tel dispositif.

Une entité transparente constitue une « personne » au sens de la Loi (voir point 2.3.) et par conséquent peut être considérée comme un contribuable concerné.

4. Les intermédiaires

4.1. Quelle est la différence entre les deux catégories d'intermédiaires (promoteur/prestataire de services) en matière d'obligation déclarative ?

Il existe deux catégories d'intermédiaires :

1^{re} catégorie : Toute personne qui conçoit, commercialise ou organise un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, le met à disposition aux fins de sa mise en œuvre ou en gère la mise en œuvre (ci-après « promoteur »).

2^e catégorie : Toute personne qui, compte tenu des faits et circonstances pertinents et sur la base des informations disponibles ainsi que de l'expertise en la matière et de la compréhension qui sont nécessaires pour fournir de tels services, sait ou pourrait raisonnablement être censée savoir (voir point 4.2.) qu'elle s'est engagée à fournir, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la commercialisation ou l'organisation d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou concernant sa mise à disposition aux fins de mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre (ci-après « prestataire de services »).



3.4. Was ist eine marktfähige Gestaltung und wann muss sie aktualisiert werden?

Eine Gestaltung ist als marktfähige Gestaltung zu melden, wenn regelmäßige Aktualisierungen, insbesondere das Hinzufügen von betroffenen Steuerpflichtigen, geplant sind.

Eine Gestaltung, die das Kennzeichen A.3. erfüllt, ist nicht automatisch eine marktfähige Gestaltung.

Eine vierteljährliche Aktualisierung ist nur dann erforderlich, wenn Anpassungen an der Meldung vorgenommen werden müssen, z. B. Hinzufügung der Namen der betroffenen Steuerpflichtigen. Eine Meldung vom Typ Nullwertmeldung (*zero report*) ist nicht erforderlich. Die Aktualisierung einer marktfähigen Gestaltung kann jederzeit erfolgen.

3.5. Kann eine transparente Gesellschaft unter die Definition eines betroffenen Steuerpflichtigen fallen?

Ein "betroffener Steuerpflichtiger" ist definiert als jede Person, der eine meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltung zum Zwecke seiner Umsetzung zur Verfügung gestellt wird, die bereit ist, eine meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltung umzusetzen, oder die den ersten Schritt einer solchen Gestaltung umgesetzt hat.

Eine transparente Einheit stellt eine "Person" im Sinne des Gesetzes dar (siehe Abschnitt 2.3.) und kann daher als betroffener Steuerpflichtiger angesehen werden.

4. Die intermediäre

4.1. Worin besteht der Unterschied zwischen den beiden Kategorien von Intermediären (Promoter/Dienstleister) in Bezug auf die Meldepflicht?

Es gibt zwei Kategorien von Intermediären:

1^{te} Kategorie: Jede Person, die eine meldepflichtige grenzüberschreitendes Gestaltung entwickelt, vermarktet oder organisiert, es zum Zwecke seiner Implementierung zur Verfügung stellt oder die Implementierung leitet (im Folgenden "Promotor").

2^{te} Kategorie: Jede Person, die unter Berücksichtigung der relevanten Tatsachen und Umstände und auf der Grundlage der verfügbaren Informationen sowie der einschlägigen Fachkenntnisse und des Verständnisses, die für die Erbringung derartiger Dienstleistungen erforderlich sind, weiß oder vernünftigerweise wissen sollte (siehe Abschnitt 4.2.), dass er sich verpflichtet hat, direkt oder über andere Personen Hilfe, Unterstützung oder Beratung in Bezug auf die Entwicklung, das Inverkehrbringen oder die Organisation einer meldepflichtigen grenzüberschreitenden Gestaltung oder in Bezug auf dessen Bereitstellung für die Durchführung oder die Verwaltung der Durchführung zu leisten (nachstehend "Dienstleister" genannt).



Le promoteur est à considérer comme le déclarant principal d'un dispositif alors que le prestataire de service, quant à lui, ne sera soumis à l'obligation de déclaration que s'il dispose de suffisamment de connaissances et d'informations sur le dispositif lui permettant de pouvoir évaluer s'il doit faire l'objet d'une déclaration.

En règle générale, un prestataire de services n'a une obligation de déclaration que lorsqu'il a connaissance du fait qu'il fournit du conseil, de l'aide ou de l'assistance concernant un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration. Un prestataire de services doit avoir un certain degré d'implication dans le dispositif transfrontière à déclarer. Dans le cas où le prestataire de services ne sait pas ou ne peut raisonnablement savoir, sur la base des informations disponibles et de l'expertise et de la compréhension pertinentes requises pour fournir de tels services, que le dispositif doit être déclaré, le prestataire de services n'est pas tenu de le signaler. C'est également le cas si le prestataire de services ne sait même pas qu'il existe un dispositif lié au service qu'il a fourni.

4.2. Que vise-t-on par « sait ou pourrait raisonnablement être censé savoir » ?

La notion de « sait ou pourrait raisonnablement être censé savoir » n'est pas définie dans le cadre de la Loi.

Toute personne a le droit de fournir des éléments pouvant prouver qu'elle ne savait pas et ne pouvait pas raisonnablement être censée savoir qu'elle s'est engagée à fournir, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes, une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la commercialisation ou l'organisation d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration, ou concernant sa mise à disposition aux fins de mise en œuvre ou la gestion de sa mise en œuvre.

La preuve est à fournir par tout moyen sur demande de l'ACD. L'ACD fera une appréciation au cas par cas, sur la base des faits et circonstances.

4.3. Les intermédiaires ont-ils une obligation de recherche active d'informations sur le dispositif ?

Les intermédiaires doivent fournir les informations dont ils ont connaissance, qu'ils possèdent ou qu'ils contrôlent. Ils n'ont pas une obligation spécifique de rechercher activement des informations qu'ils ne détiennent pas en premier lieu et allant au-delà des obligations professionnelles existantes.



Der Promotor ist als Hauptmelder einer Gestaltung zu betrachten, während der Dienstleister nur dann meldepflichtig ist, wenn er über ausreichende Kenntnisse und Informationen über der Gestaltung verfügt, um beurteilen zu können, ob es meldepflichtig ist.

In der Regel ist ein Dienstleister nur dann meldepflichtig, wenn er davon Kenntnis hat, dass er Beratung, Hilfe oder Unterstützung im Zusammenhang mit einem meldepflichtigen grenzüberschreitenden Vorkehrungsinstrument leistet. Ein Dienstleister muss ein gewisses Maß an Beteiligung an der zu meldenden grenzüberschreitenden Gestaltung haben. In Fällen, in denen der Dienstleister nicht weiß oder auf der Grundlage der verfügbaren Informationen und des für die Erbringung solcher Dienstleistungen erforderlichen einschlägigen Fachwissens und Verständnisses vernünftigerweise nicht wissen kann, dass die Gestaltung meldepflichtig ist, ist der Dienstleister nicht verpflichtet, die Gestaltung zu melden. Dies ist auch der Fall, wenn der Dienstleister nicht einmal weiß, dass es eine Gestaltung gibt, das mit der von ihm erbrachten Dienstleistung in Zusammenhang steht.

4.2. Was ist gemeint mit "weiß oder könnte vernünftigerweise erwartet werden zu wissen"?

Der Begriff "weiß oder vernünftigerweise davon ausgegangen werden könnte, dass er weiß" wird im Rahmen des Gesetzes nicht definiert.

Jede Person hat das Recht, Nachweise zu erbringen, die belegen können, dass sie nicht wusste und vernünftigerweise nicht hätte wissen können, dass sie sich verpflichtet hat, direkt oder über andere Personen Hilfe, Unterstützung oder Beratung in Bezug auf den Entwurf, das Inverkehrbringen oder die Organisation einer meldepflichtigen grenzüberschreitenden Gestaltung oder in Bezug auf dessen Bereitstellung für die Durchführung oder die Verwaltung der Durchführung zu leisten.

Der Nachweis ist auf Verlangen des ACD in jeder Form zu erbringen. Das ACD wird eine Beurteilung von Fall zu Fall auf der Grundlage der Fakten und Umstände erbringen.

4.3. Sind Intermediäre verpflichtet, aktiv nach Informationen zu einer Gestaltung zu suchen?

Intermediäre müssen Informationen bereitstellen, die ihnen bekannt sind, die sie besitzen oder die sie kontrollieren. Sie haben keine besondere Verpflichtung, aktiv nach Informationen zu suchen, die sie nicht in erster Linie besitzen und die über die bestehenden Berufspflichten hinausgehen.



4.4. Est-ce qu'il peut y avoir un intermédiaire dans le cas de dispositifs mis en œuvre en interne ?

En principe, pour les situations où le dispositif a été conçu, commercialisé, organisé, mis en œuvre ou mis à disposition en vue de la mise en œuvre en interne (« *in-house arrangement* »), il n'y a pas d'intermédiaire de sorte que l'obligation de déclaration est transférée au contribuable concerné qui bénéficie du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration.

Néanmoins, dans la situation particulière où une équipe fiscale interne, employée par une entité au sein d'une entreprise multinationale, conçoit un dispositif soumis à déclaration pour une autre entité membre du même groupe et où l'entité employant l'équipe fiscale interne n'est pas elle-même impliquée dans le dispositif, l'entité pour laquelle l'équipe fiscale travaille est considérée comme un intermédiaire, car elle conçoit un dispositif soumis à déclaration pour une autre entité du groupe.

4.5. Un établissement stable peut-il être considéré comme un intermédiaire ?

Un établissement stable n'est pas considéré comme une personne au sens de l'article 1^{er}, point 10 de la Loi. Cependant, un établissement stable peut être considéré comme un prérequis nécessaire pour que la maison mère puisse être qualifiée d'intermédiaire.

Ainsi, les cas de figure suivants peuvent se présenter :

- La maison mère est résidente au Luxembourg et l'établissement stable par lequel les services sont rendus est situé dans un autre État Membre de l'Union Européenne. La maison mère sera à considérer comme intermédiaire dans les deux États Membres concernés, mais elle ne devra faire la déclaration du dispositif que dans l'État Membre dont elle est résidente, à savoir au Luxembourg.
- La maison mère est résidente au Luxembourg et l'établissement stable par lequel les services sont rendus est situé en dehors de l'Union Européenne. Étant donné que la maison mère a un lien avec un État membre de l'Union Européenne (résidence fiscale), l'obligation de déclaration lui revient et elle doit déclarer au Luxembourg.
- La maison mère est résidente en dehors de l'Union Européenne et l'établissement stable par lequel les services sont rendus est situé au Luxembourg : la maison mère sera considérée comme intermédiaire étant donné qu'elle a un lien avec un État membre de l'Union Européenne à travers l'établissement stable et elle doit déclarer dans l'État membre dans lequel l'établissement stable est situé, à savoir au Luxembourg.



4.4. Kann es bei intern konzipierten Gestaltungen einen Intermediär geben?

Grundsätzlich gibt es in Situationen, in denen die Gestaltung ohne Intermediär konzipiert, vermarktet, organisiert, implementiert oder zur internen Implementierung zur Verfügung gestellt wurde ("*in-house arrangement*"), sodass die Meldepflicht auf den betroffenen Steuerpflichtigen übergeht, der von der meldepflichtigen grenzüberschreitenden Gestaltung profitiert.

In der besonderen Situation, in der ein internes Steuerteam, das von einer Einheit innerhalb eines multinationalen Unternehmens beschäftigt wird, eine meldepflichtige Gestaltung für eine andere Einheit innerhalb desselben Konzerns entwirft und die Einheit, die das interne Steuerteam beschäftigt, nicht selbst an der Gestaltung beteiligt ist, wird die Einheit, für die das Steuerteam arbeitet, jedoch als Intermediär angesehen, da sie eine meldepflichtige Gestaltung für eine andere Einheit innerhalb des Konzerns entwirft.

4.5. Kann eine Betriebsstätte als Intermediär angesehen werden?

Eine Betriebsstätte gilt nicht als Person im Sinne von Artikel 1^{er}, Punkt 10 des Gesetzes. Eine Betriebsstätte kann jedoch als notwendige Voraussetzung dafür angesehen werden, dass das Stammhaus als Intermediär eingestuft werden kann.

So können folgende Fälle eintreten:

- Die Muttergesellschaft ist in Luxemburg ansässig und die Betriebsstätte, von der aus die Dienstleistungen erbracht werden, befindet sich in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union. Die Muttergesellschaft ist in beiden Mitgliedstaaten als Intermediär anzusehen, muss aber nur in dem Mitgliedstaat, in dem sie ansässig ist, d. h. in Luxemburg, die Gestaltung melden.
- Das Stammhaus ist in Luxemburg ansässig und die Betriebsstätte, von der aus die Dienstleistungen erbracht werden, befindet sich außerhalb der Europäischen Union. Da das Stammhaus eine Verbindung zu einem EU-Mitgliedstaat hat (steuerlicher Wohnsitz), liegt die Meldepflicht bei ihm und es muss in Luxemburg melden.
- Das Mutterunternehmen ist außerhalb der EU ansässig und die Betriebsstätte, von der aus die Dienstleistungen erbracht werden, befindet sich in Luxemburg: Das Mutterunternehmen wird als Intermediär betrachtet, da es über die Betriebsstätte eine Verbindung zu einem EU-Mitgliedstaat hat, und muss in dem Mitgliedstaat, in dem sich die Betriebsstätte befindet, d. h. in Luxemburg, Bericht erstatten.



- La maison mère est résidente dans l'Union Européenne et l'établissement stable par lequel les services sont rendus est situé au Luxembourg : la maison mère sera à considérer comme intermédiaire dans les deux États membres concernés, mais elle ne devra faire la déclaration du dispositif que dans l'État membre dont elle est résidente.

Les cas de figure ci-dessus supposent tous que les services soient rendus à des contribuables concernés ayant un lien avec un État membre de l'Union Européenne.

4.6. Une société mère établie au Luxembourg est-elle dispensée de son obligation de déclaration si l'établissement stable de cette société établie dans un autre État membre de l'Union Européenne a déjà déclaré le dispositif transfrontière déclarable ?

Dans la mesure où un établissement stable n'a en principe pas de personnalité juridique distincte de celle de la société mère, la déclaration réalisée par un établissement stable d'une société dispense cette dernière d'effectuer elle-même la déclaration.

La déclaration doit être réalisée auprès de l'ACD lorsque le Luxembourg est l'État membre qui apparaît en première position dans la liste suivante :

- 1° l'État membre dans lequel l'intermédiaire est résident à des fins fiscales ;
- 2° l'État membre dans lequel l'intermédiaire possède un établissement stable par l'intermédiaire duquel les services concernant le dispositif sont fournis ;
- 3° l'État membre dans lequel l'intermédiaire est constitué ou par le droit duquel il est régi ;
- 4° l'État membre dans lequel l'intermédiaire est enregistré auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseil.

Exemples : une société mère établie au Luxembourg dispose d'un établissement stable en Allemagne. Cet établissement stable, s'il procède à la déclaration du dispositif transfrontière, devra le déclarer au Luxembourg, à savoir l'État membre dans lequel l'intermédiaire, c'est-à-dire la société mère, réside à des fins fiscales. Ce qui précède vaut peu importe que les services concernant le dispositif soient fournis par la maison mère ou par l'établissement stable.

À l'inverse, si la société mère est située dans un État membre de l'Union Européenne, en Allemagne par exemple, et que l'établissement stable est situé au Luxembourg, la déclaration du dispositif transfrontière réalisée par l'établissement stable devra être faite en Allemagne, à savoir le pays dans lequel la société mère (= intermédiaire) est résidente à des fins fiscales. Ce qui précède vaut peu importe que les services concernant le dispositif soient fournis par la maison mère ou par l'établissement stable.



- Das Mutterunternehmen ist in der EU ansässig und die Betriebsstätte, von der aus die Dienstleistungen erbracht werden, befindet sich in Luxemburg: Das Mutterunternehmen ist in beiden betroffenen Mitgliedstaaten als Intermediäre zu betrachten, muss die Gestaltung aber nur in dem Mitgliedstaat melden, in dem es ansässig ist.

Die oben genannten Fälle setzen alle voraus, dass die Dienstleistungen für betroffene Steuerpflichtige erbracht werden eine Verbindung zu einem EU-Mitgliedstaat haben.

4.6. Ist eine in Luxemburg ansässige Muttergesellschaft von ihrer Meldepflicht befreit, wenn die in einem anderen EU-Mitgliedstaat ansässige Betriebsstätte dieser Gesellschaft die meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltung bereits gemeldet hat?

Da eine Betriebsstätte in der Regel keine von der Muttergesellschaft getrennte Rechtspersönlichkeit besitzt, befreit die von einer Betriebsstätte eines Unternehmens vorgenommene Erklärung das Unternehmen von der Verpflichtung, die Erklärung selbst abzugeben.

Die Meldung muss bei der ACD erfolgen, wenn Luxemburg der Mitgliedstaat ist, der an erster Stelle in der folgenden Liste steht:

- 1° der Mitgliedstaat, in dem der Intermediäre für steuerliche Zwecke ansässig ist;
- 2° der Mitgliedstaat, in dem der Intermediäre eine Betriebsstätte hat über den die Dienstleistungen bezüglich der Gestaltung erbracht werden;
- 3° der Mitgliedstaat, in dem der Intermediäre gegründet wurde oder nach dessen Recht er gegründet wurde;
- 4° der Mitgliedstaat, in dem der Intermediär bei einem Berufsverband im Zusammenhang mit Rechts-, Steuer- oder Beratungsdienstleistungen registriert ist

Beispiele: Eine Muttergesellschaft mit Sitz in Luxemburg hat eine Betriebsstätte in Deutschland. Wenn diese Betriebsstätte die grenzüberschreitende Gestaltung meldet, muss sie diese in Luxemburg melden, d. h. in dem Mitgliedstaat, in dem der Intermediäre, d. h. die Muttergesellschaft, für steuerliche Zwecke ansässig ist. Dies gilt unabhängig davon, ob die Dienstleistungen in Bezug auf die Gestaltung vom Stammhaus oder von der Betriebsstätte erbracht werden.

Wenn umgekehrt die Muttergesellschaft in einem EU-Mitgliedstaat, z. B. in Deutschland, ansässig ist und die Betriebsstätte sich in Luxemburg befindet, muss die von der Betriebsstätte vorgenommene Meldung der grenzüberschreitenden Gestaltung in Deutschland erfolgen, d. h. in dem Land, in dem die Muttergesellschaft (=Intermediär) für Steuerzwecke ansässig ist. Das oben Gesagte gilt unabhängig davon, ob die Dienstleistungen in Bezug auf die Gestaltung vom Stammhaus oder von der Betriebsstätte erbracht werden.



En revanche, si la société mère est établie en Chine, État tiers à l'Union européenne, et qu'elle dispose, au Luxembourg, d'un établissement stable qui fournit des services concernant un dispositif, la déclaration devra être faite auprès de l'État membre dans lequel la société mère (= intermédiaire) possède un établissement stable par l'intermédiaire duquel les services concernant le dispositif sont fournis, en l'occurrence au Luxembourg.

D'un point de vue technique, lorsque l'établissement stable, situé en dehors du Luxembourg, effectue la déclaration via *MyGuichet* pour le compte de la société mère, établie au Luxembourg, il agit toujours en tant que déposant et doit indiquer la société mère en tant qu'intermédiaire déclarant.

5. L'obligation de déclaration

5.1. Dans quels cas un intermédiaire doit-il déclarer un dispositif transfrontière au Luxembourg ?

L'obligation de déclaration d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration incombe principalement aux intermédiaires.

Un intermédiaire doit faire une déclaration à l'ACD d'un dispositif transfrontière lorsque le Luxembourg est l'État membre qui occupe la première place dans la liste ci-après :

- l'État membre dans lequel l'intermédiaire est résident à des fins fiscales ;
- l'État membre dans lequel l'intermédiaire possède un établissement stable par l'intermédiaire duquel les services qui concernent le dispositif sont fournis ;
- l'État membre dans lequel l'intermédiaire est constitué ou par le droit duquel il est régi;
- l'État membre dans lequel l'intermédiaire est enregistré auprès d'une association professionnelle en rapport avec des services juridiques, fiscaux ou de conseils.

5.2. À qui incombe l'obligation de déclaration quand un intermédiaire invoque le secret professionnel ?

Lorsqu'un intermédiaire invoque son secret professionnel, l'obligation de déclaration incombe :

- à tous les autres intermédiaires en cas de pluralité d'intermédiaires ;
- au contribuable concerné en l'absence d'un autre intermédiaire.

Remarque : en cas de pluralité d'intermédiaires, il faut que tous invoquent leur secret professionnel pour que l'obligation de déclaration incombe au contribuable concerné.



Wenn die Muttergesellschaft hingegen in China, einem Drittstaat der Europäischen Union, ansässig ist und in Luxemburg eine Betriebsstätte hat, die Dienstleistungen in Bezug auf eine Gestaltung erbringt, muss die Erklärung in dem Mitgliedstaat abgegeben werden, in dem die Muttergesellschaft (= Intermediär) eine Betriebsstätte hat, über die die Dienstleistungen in Bezug auf der Gestaltung erbracht werden, in diesem Fall also in Luxemburg.

Aus technischer Sicht gilt: Wenn die außerhalb Luxemburgs ansässige Betriebsstätte die Meldung über *MyGuichet* im Auftrag der in Luxemburg ansässigen Muttergesellschaft vornimmt, fungiert sie immer als Einreicher und muss die Muttergesellschaft als meldenden Intermediär angeben.

5. Die Verpflichtung zur Meldung

5.1. In welchen Fällen muss ein Intermediär eine grenzüberschreitende Gestaltung in Luxemburg melden?

Die Pflicht zur Meldung einer meldepflichtigen grenzüberschreitenden Gestaltung obliegt hauptsächlich den Intermediären.

Ein Intermediär muss dem ACD zu einer grenzüberschreitenden Gestaltung eine Meldung machen, wenn Luxemburg der Mitgliedstaat ist, der in der nachstehenden Liste an erster Stelle steht:

- der Mitgliedstaat, in dem der Intermediär für steuerliche Zwecke ansässig ist;
- dem Mitgliedstaat, in dem der Intermediär eine Betriebsstätte hat, durch der die Dienstleistungen, die die Gestaltung betreffen, erbracht werden;
- der Mitgliedstaat, in dem der Intermediäre gegründet wurde oder dessen Recht er unterliegt;
- der Mitgliedstaat, in dem der Intermediär bei einem Berufsverband im Zusammenhang mit Rechts-, Steuer- oder Beratungsdienstleistungen registriert ist.

5.2. Wem obliegt die Meldepflicht, wenn sich ein Intermediär auf ein Berufsgeheimnis beruft?

Wenn sich ein Intermediär auf sein Berufsgeheimnis beruft, obliegt die Meldepflicht:

- allem anderen Intermediären bei mehreren Intermediären;
- an den betreffenden Steuerpflichtigen, wenn es keine andere Intermediär gibt.

Hinweis: Bei mehreren Intermediären müssen sich alle auf ihr Berufsgeheimnis berufen, damit die Meldepflicht dem betreffenden Steuerpflichtigen obliegt.



5.3. Dans quels cas l'obligation de déclaration d'un dispositif transfrontière revient-elle au contribuable concerné ?

Lorsqu'un intermédiaire demande à appliquer le secret professionnel et qu'aucun autre intermédiaire n'a l'obligation de déclarer le dispositif, il se doit d'en notifier le contribuable concerné (voir point 6.1.) et c'est à ce dernier qu'incombera dès lors l'obligation de déclaration.

De plus, dans les cas où aucun intermédiaire n'est impliqué dans la conception, la commercialisation, l'organisation, la mise à disposition aux fins de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre du dispositif transfrontière à déclarer, l'obligation de déclarer reviendra au contribuable concerné (voir point 4.4.).

Pour finir, lorsqu'aucun des intermédiaires impliqués dans le dispositif n'a de lien avec un État membre de l'Union Européenne, l'obligation de déclaration incombera également au contribuable concerné.

5.4. En présence de plusieurs intermédiaires ou contribuables concernés ou en présence d'une obligation de déclaration multiple, comment prouver que les informations relatives à un dispositif ont été transmises ?

Lorsqu'il existe plusieurs intermédiaires, l'obligation de transmission des informations requises incombe à l'ensemble des intermédiaires qui sont impliqués dans un même dispositif transfrontière qui doit faire l'objet d'une déclaration.

Toutefois, l'intermédiaire est, dans ce cas, dispensé d'effectuer une déclaration à l'ACD s'il peut prouver, sur demande de l'ACD, que les mêmes informations ont été transmises par un autre intermédiaire au Luxembourg ou dans un autre État membre.

Dans l'hypothèse où l'obligation de déclaration revient au contribuable concerné (voir point 5.3.) et lorsqu'il existe plusieurs contribuables concernés, celui qui doit transmettre les informations à l'ACD est celui qui occupe la première place dans la liste suivante :

- le contribuable qui a arrêté avec l'intermédiaire le dispositif transfrontière déclaré ;
- le contribuable qui gère la mise en œuvre du dispositif.

De même, un contribuable concerné n'est dispensé de l'obligation de transmettre les informations requises que s'il peut prouver que ces informations ont déjà été transmises par un autre contribuable concerné au Luxembourg ou dans un autre État membre.

Pour finir, lorsqu'en application de l'article 2, paragraphe 3 de la Loi (pour l'intermédiaire) et de l'article 4, paragraphe 3 de la Loi (pour le contribuable), il existe une obligation de déclaration multiple, l'intermédiaire ou le contribuable concerné est dispensé de la transmission des informations au Luxembourg s'il peut prouver que ces mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre.



5.3. In welchen Fällen fällt die Meldepflicht für eine grenzüberschreitende Gestaltung auf den betroffenen Steuerpflichtigen zurück?

Wenn ein Intermediär die Anwendung des Berufsgeheimnisses beantragt und kein anderer Intermediär verpflichtet ist, die Gestaltung zu melden, muss er den betreffenden Steuerpflichtigen darüber informieren (siehe Abschnitt 6.1).

Darüber hinaus wird in Fällen, in denen kein Intermediär an der Gestaltung, Vermarktung, Organisation, Bereitstellung zum Zwecke der Durchführung oder Verwaltung der Durchführung des zu meldenden grenzüberschreitenden Produkts beteiligt ist, die Meldepflicht auf den betreffenden Steuerpflichtigen zurückfallen (siehe Abschnitt 4.4).

Wenn keiner der an der Gestaltung beteiligten Intermediäre eine Verbindung zu einem EU-Mitgliedstaat hat, obliegt die Meldepflicht schließlich auch dem betroffenen Steuerpflichtigen.

5.4. Wenn es mehrere betroffene Intermediäre oder Steuerpflichtige gibt oder eine mehrfache Meldepflicht besteht, wie kann man dann nachweisen, dass die Informationen zu einer Gestaltung übermittelt wurden?

Wenn es mehr als einen Intermediär gibt, liegt die Verpflichtung zur Übermittlung der erforderlichen Informationen bei allen Intermediären, die an ein und derselben grenzüberschreitenden Vereinbarung beteiligt sind.

Der Intermediär ist in diesem Fall jedoch von der Meldung an die ACD befreit, wenn er auf Anfrage der ACD nachweisen kann, dass die gleichen Informationen von einem anderen Intermediär in Luxemburg oder in einem anderen Mitgliedstaat übermittelt wurden.

Für den Fall, dass die Meldepflicht dem betroffenen Steuerpflichtigen obliegt (siehe Abschnitt 5.3.) und es mehr als einen betroffenen Steuerpflichtigen gibt, ist derjenige, der die Informationen an die ACD übermitteln muss, derjenige, der in der folgenden Liste an erster Stelle steht:

- der Steuerpflichtige, der mit dem Intermediär die gemeldete grenzüberschreitende Gestaltung vereinbart hat;
- der Steuerpflichtige, der die Umsetzung der Gestaltung verwaltet.

Ebenso wird ein betroffener Steuerpflichtiger nur dann von der Verpflichtung zur Übermittlung der erforderlichen Informationen befreit, wenn er nachweisen kann, dass diese Informationen bereits von einem anderen betroffenen Steuerpflichtigen in Luxemburg oder einem anderen Mitgliedstaat übermittelt wurden.

Schließlich wird in Fällen, in denen gemäß Artikel 2 Absatz 3 des Gesetzes (für den Intermediäre) und Artikel 4 Absatz 3 des Gesetzes (für den Steuerpflichtigen) eine Mehrfachmeldepflicht besteht, der betreffende Intermediär oder Steuerpflichtige von der Übermittlung der Informationen an Luxemburg befreit, wenn er nachweisen kann, dass dieselben Informationen in einem anderen Mitgliedstaat übermittelt worden sind.



La preuve que les mêmes informations ont été transmises dans un autre État membre de l'Union Européenne et/ou par un autre intermédiaire ou contribuable concerné est à fournir par tout moyen sur demande de l'ACD.

L'ACD fera une appréciation au cas par cas, sur la base des faits et circonstances.

L'indication du numéro de référence du dispositif sera en principe considérée comme preuve suffisante.

6. L'obligation de notification²

6.1. Quelle est l'étendue de l'obligation de notification incomptant à l'intermédiaire qui invoque le secret professionnel ?

L'intermédiaire soumis au secret professionnel est tenu de notifier les obligations de déclaration aux personnes auxquelles elles incombent et dont il a connaissance, qu'il s'agisse d'un intermédiaire ou d'un contribuable concerné. Il doit procéder à la notification, même si l'autre intermédiaire ou le contribuable concerné est censé effectuer la déclaration dans un État membre de l'Union européenne autre que le Luxembourg.

Dans le cas particulier d'une notification au contribuable concerné, celle-ci est accompagnée de toute information dont l'intermédiaire a connaissance, qui se trouve en sa possession ou en son contrôle, permettant au contribuable concerné d'effectuer la déclaration.

Ainsi, l'intermédiaire, dans la limite des informations en sa possession, dont il a connaissance ou dont il a le contrôle, doit mettre le contribuable concerné en capacité de pouvoir transmettre à l'ACD, dans le délai légal, les informations prévues par l'article 10 de la Loi.

Tout intermédiaire ou contribuable concerné ayant reçu notification d'obligation déclarative par un intermédiaire soumis au secret professionnel dispose de la faculté de réviser l'appréciation initiale rendue par l'intermédiaire qui le notifie, sur les faits et circonstances permettant de qualifier le dispositif de déclarable, et de conclure que ledit dispositif n'est pas déclarable.

Dans l'hypothèse où cette révision aboutirait à une absence de déclaration par l'intermédiaire ou le contribuable concerné notifié, cette absence de déclaration n'est pas de nature à engager la responsabilité de l'intermédiaire qui a notifié tout autre intermédiaire ou le contribuable concerné.

² Le point 6 s'applique sous réserve de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne dans l'affaire C- 694/20 du 8 décembre 2022: L'obligation pour l'avocat agissant en tant qu'intermédiaire et invoquant le secret professionnel de notifier sans retard les obligations de déclaration à tout autre intermédiaire qui n'est pas son client est invalide au regard de l'article 7 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.



Der Nachweis, dass dieselben Informationen in einen anderen EU-Mitgliedstaat und/oder von einem anderen betroffenen Intermediär oder Steuerpflichtige übermittelt wurden, ist auf Verlangen des ACD in jeder Form zu erbringen.

Die ACD wird eine Einzelfallbeurteilung auf der Grundlage der Fakten und Umstände vornehmen.

Die Angabe der Referenznummer der Gestaltung wird in der Regel als ausreichender Nachweis angesehen.

6. Die Pflicht zur Benachrichtigung²

6.1. Wie weit reicht die Meldepflicht des Intermediärs, der sich auf das Berufsgeheimnis beruft?

Der dem Berufsgeheimnis unterliegende Intermediär ist verpflichtet, die Meldepflichten den Personen mitzuteilen, denen sie obliegen und von denen er Kenntnis hat, unabhängig davon, ob es sich um einen anderen Intermediär oder einen betroffenen Steuerpflichtigen handelt. Er muss die Benachrichtigung auch dann vornehmen, wenn der andere Intermediär oder der betroffene Steuerpflichtige die Erklärung in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union als Luxemburg abgeben soll.

In dem besonderen Fall einer Mitteilung an den betroffenen Steuerpflichtigen werden dieser Mitteilung alle Informationen beigefügt, die dem Intermediär bekannt sind, sich in seinem Besitz oder unter seiner Kontrolle befinden und die es dem betroffenen Steuerpflichtigen ermöglichen, die Erklärung abzugeben.

So muss der Intermediär im Rahmen der Informationen, die sich in seinem Besitz befinden, von denen er Kenntnis hat oder die er kontrolliert, den betroffenen Steuerpflichtigen in die Lage versetzen, der ACD innerhalb der gesetzlichen Frist die in Artikel 10 des Gesetzes vorgesehenen Informationen übermitteln zu können.

Jeder betroffene Intermediär oder Steuerpflichtige, der von einem Intermediär, der dem Berufsgeheimnis unterliegt, eine Mitteilung über die Meldepflicht erhalten hat, hat das Recht, die ursprüngliche Einschätzung des meldenden Intermediärs zu den Tatsachen und Umständen, aufgrund derer die Gestaltung als meldepflichtig eingestuft werden kann, zu überprüfen und zu dem Schluss zu kommen, dass die Gestaltung nicht meldepflichtig ist.

Sollte diese Überprüfung dazu führen, dass der gemeldete Intermediär oder der betroffene Steuerpflichtige keine Erklärung abgibt, so kann diese fehlende Erklärung nicht zu einer Haftung des Intermediärs führen, der jeden anderen Intermediär oder den betroffenen Steuerpflichtigen gemeldet hat.

² Nummer 6 gilt vorbehaltlich des Urteils des Gerichtshofs der Europäischen Union in der Rechtssache C-694/20 vom 8. Dezember 2022: Die Verpflichtung eines Rechtsanwalts, der als Intermediäre auftritt und sich auf sein Berufsgeheimnis beruft, jeden anderen Intermediär, der nicht sein Mandant ist, unverzüglich über die Meldepflichten zu unterrichten, ist im Hinblick auf Artikel 7 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union ungültig.



6.2. De quelle manière l'intermédiaire qui invoque le secret professionnel doit-il informer l'(les) autre(s) intermédiaire(s) qu'il(s) a (ont) une obligation de déclaration ?

L'intermédiaire tenu au secret professionnel doit informer tout autre intermédiaire ou à défaut le contribuable concerné, de préférence par écrit et de façon motivée, qu'il ne peut pas respecter l'obligation de déclaration, à la suite de quoi cette obligation de déclaration incombe automatiquement à l'autre intermédiaire ou aux autres intermédiaires respectivement au contribuable concerné.

L'intermédiaire qui se prévaut d'une dispense de l'obligation de déclaration demeure obligé de démontrer, sur demande de l'ACD, qu'il a informé l'(es) autre(s) intermédiaire(s) éventuel(s) ou, en l'absence de ce(s) dernier(s), le contribuable concerné du fait qu'en raison de cette dispense, l'obligation de déclarer leur(lui) incombe.

L'intermédiaire qui invoque son secret professionnel ne pourra se délier de son obligation de fournir la preuve, sur demande de l'ACD, qu'il a informé les autres intermédiaires ou le client à identifier (le contribuable concerné).

6.3. À quelles obligations de notification est tenu l'intermédiaire qui déclare un dispositif transfrontière ?

L'intermédiaire, déclarant initial, est tenu de communiquer la référence du dispositif déclaré (*Arrangement ID*) à toute personne, dont il a connaissance, tenue aux obligations prévues par la Loi ainsi qu'à toute autre personne, dont il a connaissance, susceptible d'être soumise à des obligations équivalentes dans un autre État membre de l'Union européenne, qu'il s'agisse d'un autre intermédiaire, ou d'un contribuable concerné, résidents ou établis fiscalement au Luxembourg, ou relevant d'un autre État membre. La communication de cette référence doit être concomitante à la transmission de la déclaration par le déclarant initial afin que toute autre personne soumise à l'obligation déclarative puisse déclarer dans les délais requis.

7. Quand le contribuable concerné par un dispositif transfrontière doit-il renseigner dans sa déclaration annuelle d'impôt sur le revenu l'utilisation qu'il fait du dispositif ?

De façon générale, le contribuable concerné, ayant utilisé un dispositif transfrontière ayant fait l'objet d'une déclaration, est tenu de déclarer l'utilisation qu'il en fait dans le cadre de sa déclaration annuelle de l'impôt sur le revenu concerné pour la période d'imposition ou le moment d'imposition pendant lequel l'avantage fiscal du dispositif transfrontière a été réalisé. La réalisation, et par conséquent l'utilisation, du dispositif transfrontière est ainsi liée au moment où l'avantage fiscal a été réalisé.

Si le contribuable concerné utilise un dispositif, il doit le déclarer dans le cadre de sa déclaration annuelle d'impôt sur le revenu en indiquant le numéro de référence du dispositif (*Arrangement ID*) qui lui a été communiqué (voir point 6.3.). Cette obligation vaut également pour tout dispositif devant faire l'objet d'une déclaration dans un autre État membre.



6.2. Auf welche Weise muss der Intermediär, der sich auf das Berufsgeheimnis beruft, den (die) andere(n) Intermediär(e) informieren, dass er (sie) eine Meldepflicht hat (haben)?

Der zur Verschwiegenheit verpflichtete Intermediär muss jedem anderen Intermediär oder ansonsten dem betroffenen Steuerpflichtigen vorzugsweise schriftlich und begründet mitteilen, dass er der Meldepflicht nicht nachkommen kann, woraufhin diese Meldepflicht automatisch auf den anderen Intermediär oder die anderen Intermediär bzw. den betroffenen Steuerpflichtigen übergeht.

Der Intermediär, der sich auf eine Befreiung von der Meldepflicht beruft, ist weiterhin verpflichtet, auf Anfrage der ACD nachzuweisen, dass er den/die möglichen anderen Intermediär(e) oder, wenn es diese nicht gibt, den betroffenen Steuerpflichtigen darüber informiert hat, dass die Meldepflicht aufgrund der Befreiung bei ihm/ihr liegt.

Der Intermediär, der sich auf sein Berufsgeheimnis beruft, kann sich nicht von seiner Verpflichtung entbinden, auf Anfrage der ACD den Nachweis zu erbringen, dass er die anderen Intermediär oder den zu identifizierenden Kunden (den betroffenen Steuerpflichtigen) informiert hat.

6.3. Welche Meldepflichten hat ein Intermediär, der eine grenzüberschreitende Gestaltung meldet?

Der Intermediär, der Erstmelder, ist verpflichtet, die Referenznummer der gemeldeten Gestaltung (*Arrangement ID*) jeder ihm bekannten Person mitzuteilen, die den im Gesetz vorgesehenen Verpflichtungen unterliegt, sowie jeder anderen ihm bekannten Person, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union gleichwertigen Verpflichtungen unterliegen könnte, unabhängig davon, ob es sich um einen anderen Intermediär oder einen betroffenen Steuerpflichtigen handelt, die in Luxemburg ansässig oder steuerlich niedergelassen sind oder einem anderen Mitgliedstaat unterstehen. Die Mitteilung dieses Verweises muss zeitgleich mit der Übermittlung der Erklärung durch den ursprünglichen Erklärenden erfolgen, damit jede andere Person, die der Erklärungspflicht unterliegt, die Erklärung innerhalb der vorgeschriebenen Fristen abgeben kann.

7. Wann muss der von einer grenzüberschreitenden Gestaltung betroffene Steuerpflichtige in seiner jährlichen Einkommensteuererklärung die Nutzung der Gestaltung angeben?

Generell muss der betroffene Steuerpflichtige, der eine meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltung genutzt hat, die Nutzung dieser Gestaltung im Rahmen seiner jährlichen Einkommensteuererklärung für den betreffenden Besteuerungszeitraum oder Besteuerungszeitpunkt, in dem der Steuervorteil der grenzüberschreitenden Gestaltung realisiert wurde, angeben. Die Realisierung und damit die Nutzung der grenzüberschreitenden Gestaltung ist somit an den Zeitpunkt geknüpft, zu dem der Steuervorteil realisiert wurde.

Wenn der betreffende Steuerpflichtige eine Gestaltung verwendet, muss er diese im Rahmen seiner jährlichen Einkommensteuererklärung unter Angabe der ihm mitgeteilten Referenznummer der Gestaltung (*Arrangement ID*) melden (siehe Abschnitt 6.3.). Diese



8. Quelles sont les informations à transmettre ?

- La **valeur du dispositif** désigne l'évaluation des montants en jeu dans le cadre du dispositif transfrontière déclarable et s'apprécie au cas par cas, en fonction de la nature de celui-ci. Il peut s'agir notamment du montant de la transaction à l'origine d'un dispositif transfrontière, celle-ci étant constituée par exemple d'une vente, d'une acquisition, d'un prêt ou d'un investissement en capital.

L'avantage fiscal escompté n'est pas visé. Les montants en jeu sont appréciés à leur valeur nominale.

Dans le cas de dispositifs contenant plusieurs transactions, la valeur à reporter devrait être la somme de toutes les transactions et non la valeur de chaque transaction séparément.

Dans le cas où la valeur n'est pas connue, l'intermédiaire se doit de donner une estimation de celle-ci. L'estimation doit se baser sur les informations à sa disposition au moment de la déclaration.

- Les **informations détaillées sur les dispositions légales des États concernés** sur lesquelles se fonde le dispositif transfrontière sont à fournir sous forme de texte libre à caractères limités et à formuler obligatoirement en langue anglaise.

L'indication de la base légale (numéro ou paragraphe, intitulé exact de la loi, y compris l'État d'où la loi émane) est suffisante. Une reproduction intégrale des dispositions légales n'est pas nécessaire. Le déclarant doit indiquer les dispositions nationales de tous les États concernés sur lesquelles se fonde le dispositif et dont il a connaissance.

- Les **États membres concernés ou susceptibles d'être concernés** par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration doivent obligatoirement être indiqués. Il y a ainsi lieu de communiquer, le cas échéant, les États membres des contribuables concernés, des intermédiaires et des entreprises associées. En cas de déclaration auprès de l'ACD, le Luxembourg est d'office à renseigner comme État membre concerné.
- **Toute autre personne susceptible d'être concernée** par le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration doit être renseignée. Est visée toute personne affectée par le dispositif transfrontière autre que le contribuable concerné, les entreprises associées et l'intermédiaire. Il convient également d'indiquer à quels États membres cette personne est liée.

Il s'agit d'un participant au dispositif par exemple d'une personne avec laquelle le contribuable concerné entretient une relation contractuelle ou commerciale (voir point 3.2.). Le fait que cette personne se voit attribuer un avantage fiscal, de par sa participation au dispositif, ne devrait pas influencer sur le fait qu'elle soit à considérer ou pas comme une personne « susceptible d'être concernée ».



Verpflichtung gilt auch für jede Gestaltung, das in einem anderen Mitgliedstaat gemeldet werden muss.

8. Welche Informationen sind zu übermitteln?

- Der **Wert der Gestaltung** bezeichnet die Bewertung der Beträge, die im Rahmen der meldepflichtigen grenzüberschreitenden Gestaltung auf dem Spiel stehen, und wird von Fall zu Fall je nach Art der Gestaltung beurteilt. Er kann insbesondere der Betrag der Transaktion sein, die einer grenzüberschreitenden Vereinbarung zugrunde liegt, die z. B. aus einem Verkauf, einem Erwerb, einem Darlehen oder einer Kapitalinvestition besteht.

Der erhoffte Steuervorteil ist nicht gemeint. Die auf dem Spiel stehenden Beträge werden zu ihrem Nennwert bewertet.

Bei Gestaltungen, die mehrere Transaktionen enthalten, sollte der zu übertragende Wert die Summe aller Transaktionen sein und nicht der Wert jeder Transaktion einzeln.

In Fällen, in denen der Wert nicht bekannt ist, ist der Intermediäre verpflichtet, eine Schätzung des Wertes anzugeben. Die Schätzung muss auf den Informationen beruhen, die ihm zum Zeitpunkt der Meldung zur Verfügung stehen.

- Die **detaillierten Informationen über die gesetzlichen Bestimmungen der betroffenen Staaten**, auf denen die grenzüberschreitende Gestaltung beruht, sind als Freitext mit begrenzter Zeichenanzahl zu liefern und zwingend in englischer Sprache zu formulieren.

Die Angabe der Rechtsgrundlage (Nummer oder Absatz, genaue Bezeichnung des Gesetzes, einschließlich des Staates, aus dem das Gesetz stammt) ist ausreichend. Eine vollständige Wiedergabe der gesetzlichen Bestimmungen ist nicht erforderlich. Der Meldende muss die nationalen Bestimmungen aller betroffenen Staaten angeben, auf die sich die Gestaltung stützt und die ihm bekannt sind.

- Die **Mitgliedstaaten**, die von der meldepflichtigen grenzüberschreitenden Gestaltung **betroffen sind oder betroffen sein könnten**, sind zwingend anzugeben. So sind gegebenenfalls auch die Mitgliedstaaten der betroffenen Steuerpflichtigen, der Intermediäre und der verbundenen Unternehmen zu melden. Im Falle einer Meldung an die ACD ist Luxemburg automatisch als betroffener Mitgliedstaat anzugeben.
- **Jede andere Person**, die von der meldepflichtigen grenzüberschreitenden Gestaltung **betroffen sein könnte**, muss angegeben werden. Dies gilt für alle Personen, die von der grenzüberschreitenden Gestaltung betroffen sind, mit Ausnahme des betroffenen Steuerpflichtigen, der verbundenen Unternehmen und des Intermediärs. Außerdem ist anzugeben, mit welchen Mitgliedstaaten diese Person verbunden ist.

Ein Teilnehmer an der Gestaltung ist z. B. eine Person, mit der der betreffende Steuerpflichtige eine vertragliche oder geschäftliche Beziehung unterhält (siehe Punkt 3.2.). Die Tatsache, dass dieser Person aufgrund ihrer Teilnahme an der



9. Quel est le point de départ des délais de déclaration et de notification ?

Le délai de déclaration de 30 jours commence à courir à compter de l'événement mentionné ci-dessous qui survient en premier :

- le lendemain de la mise à disposition du dispositif ;
- le lendemain du jour où le dispositif est prêt à être mis en œuvre ;
- lorsque la première étape a été accomplie.

Il en va de même pour le délai dans le cadre de l'obligation de notification.

L'intermédiaire qui fournit une aide, une assistance ou des conseils concernant la conception, la commercialisation, l'organisation, la mise à disposition aux fins de la mise en œuvre ou la gestion de la mise en œuvre d'un dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration doit fournir les informations demandées dans un délai de 30 jours à compter du jour qui suit celui où il a fourni son aide, son assistance ou ses conseils, directement ou par l'intermédiaire d'autres personnes.

Lorsque le délai expire un samedi, dimanche ou jour férié, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Un dispositif est supposé avoir été mis à disposition par exemple lorsque la conception ou des éléments du dispositif ont été définis, du moins de façon substantielle, et portés à la connaissance du contribuable concerné.

Il peut y être ainsi lorsque l'intermédiaire a remis au contribuable concerné les documents contractuels ou les lui a rendus accessibles autrement. Il est à préciser qu'une mise en œuvre effective n'est, par contre, pas exigée.

Un dispositif est prêt à être mis en œuvre par exemple lorsque l'implémentation de la première étape du dispositif est prête à être mise en œuvre par le contribuable concerné.

La première étape est censée être accomplie par exemple lorsque la première mesure ou transaction concrète a été prise pour la mise en place du dispositif. Ainsi, la première étape (parmi d'autres) pourrait être la signature d'un contrat, la création d'une société ou tout élément ayant pour effet des conséquences légales ou économiques.



Gestaltung ein Steuervorteil gewährt wird, sollte keinen Einfluss darauf haben, ob sie als "möglicherweise betroffene" Person zu betrachten ist oder nicht.

9. Wann beginnen die Melde- und Benachrichtigungsfristen?

Die 30-tägige Meldefrist beginnt mit dem unten genannten Ereignis, das zuerst eintritt:

- am Tag nach der Bereitstellung der Gestaltung;
- Tag nach dem Tag, an dem die Gestaltung einsatzbereit ist;
- wenn der erste Schritt vollzogen wurde.

Dasselbe gilt für die Frist im Rahmen der Meldepflicht.

Ein Intermediär, der Hilfe, Unterstützung oder Beratung im Zusammenhang mit dem Entwurf, der Vermarktung, der Organisation, der Bereitstellung zum Zwecke der Durchführung oder der Verwaltung der Durchführung einer meldepflichtigen grenzüberschreitenden Gestaltung leistet, muss die angeforderten Informationen innerhalb von 30 Tagen nach dem Tag, der auf den Tag folgt, an dem er die Hilfe, Unterstützung oder Beratung direkt oder über andere Personen geleistet hat, zur Verfügung stellen.

Wenn die Frist an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag abläuft, wird sie bis zum ersten darauf folgenden Werktag verlängert. Eine Gestaltung gilt z. B. als bereitgestellt, wenn die Gestaltung oder Elemente der Gestaltung zumindest in wesentlichen Teilen festgelegt und dem betreffenden Steuerpflichtigen zur Kenntnis gebracht wurden.

Dies kann der Fall sein, wenn der Intermediäre dem betreffenden Steuerpflichtigen die Vertragsunterlagen ausgehändigt oder anderweitig zugänglich gemacht hat. Eine tatsächliche Umsetzung ist hingegen nicht erforderlich.

Eine Gestaltung ist beispielsweise einsatzbereit, wenn die Implementierung des ersten Schritts der Gestaltung bereit ist, von dem betreffenden Steuerpflichtigen umgesetzt zu werden.

Der erste Schritt soll z. B. erreicht sein, wenn die erste konkrete Maßnahme oder Transaktion zur Gestaltung der Gestaltung ergriffen wurde. So könnte der erste Schritt (neben anderen) die Unterzeichnung eines Vertrags, die Gründung einer Gesellschaft oder jedes Element sein, das rechtliche oder wirtschaftliche Konsequenzen zur Folge hat.



10. Critère de l'avantage principal

10.1. Que faut-il entendre par avantage fiscal ?

Conformément aux recommandations de la Commission du 6 décembre 2012 sur la planification fiscale agressive (2012/772/EU), pour déterminer l'avantage fiscal il faut comparer le montant d'impôt dû par un contribuable concerné en tenant compte du dispositif mis en place et le montant d'impôt dû par le même dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de dispositif. Il convient alors de déterminer si une ou plus des situations suivantes s'appliquent :

- un montant n'est pas inclus dans la base taxable,
- le contribuable concerné bénéficie d'une déduction d'impôt,
- une perte a été réalisée pour des motifs fiscaux,
- aucune retenue à la source n'est due,
- un impôt étranger est imputé.

Dans les situations reprises ci-dessus, l'avantage fiscal est considéré comme obtenu. Néanmoins, ces cas ne sont pas à considérer comme exhaustifs et tout bénéfice fiscal obtenu par le biais d'un dispositif transfrontière sera à considérer comme avantage fiscal.

L'avantage fiscal ne doit pas nécessairement être obtenu dans un État membre, mais peut également se présenter dans un État tiers.

Le critère de l'avantage principal n'est pas rempli lorsque l'avantage fiscal principal obtenu au moyen du dispositif est conforme à l'objet ou à la finalité de la législation applicable et conforme à l'intention du législateur.

Pour déterminer si le dispositif en question est conforme à cette intention, l'ensemble des éléments constitutifs du dispositif doit être pris en considération, de telle sorte qu'un dispositif qui, considéré dans son ensemble, ne répond pas à cette intention, par exemple en tirant parti des subtilités d'un système fiscal ou des incohérences entre deux ou plusieurs systèmes fiscaux afin de réduire l'impôt à payer, remplit néanmoins le critère de l'avantage principal.

Afin de déterminer si le critère de l'avantage fiscal est rempli, le marqueur concerné doit également être pris en compte. Néanmoins, le critère de l'avantage fiscal n'est pas rempli par le seul fait que les conditions du marqueur concerné sont remplies.



10. Kriterium des Vorteils Hauptkriterium

10.1. Was ist unter einem Steuervorteil zu verstehen?

Gemäß den Empfehlungen der Kommission vom 6. Dezember 2012 über aggressive Steuerplanung (2012/772/EU) muss zur Bestimmung des Steuervorteils der Steuerbetrag, den ein betroffener Steuerpflichtiger unter Berücksichtigung der eingeführten Gestaltung zu zahlen hat, mit dem Steuerbetrag verglichen werden, den derselbe Steuerpflichtige zu zahlen hätte, wenn es keine Gestaltung gäbe. Dann muss festgestellt werden, ob eine oder mehrere der folgenden Situationen zutreffen:

- ein Betrag nicht in der Steuerbemessungsgrundlage enthalten ist,
- der betreffende Steuerpflichtige einen Steuerabzug erhält,
- ein Verlust wurde aus steuerlichen Gründen realisiert,
- keine Quellensteuer wird fällig,
- eine ausländische Steuer kann angerechnet werden.

In den oben genannten Situationen gilt der Steuervorteil als erlangt. Diese Fälle sind jedoch nicht als erschöpfend zu betrachten, und jeder Steuervorteil, der durch eine grenzüberschreitende Gestaltung erzielt wird, ist als Steuervorteil zu betrachten.

Der Steuervorteil muss nicht zwangsläufig in einem Mitgliedstaat erlangt werden, sondern kann sich auch in einem Drittstaat bewerben.

Das Kriterium des Hauptvorteils ist nicht erfüllt, wenn der durch die Gestaltung erzielte Hauptsteuervorteil mit dem Zweck oder Ziel der anwendbaren Rechtsvorschriften übereinstimmt und der Absicht des Gesetzgebers entspricht.

Um festzustellen, ob die betreffende Gestaltung dieser Absicht entspricht, müssen alle Bestandteile der Gestaltung berücksichtigt werden, so dass eine Gestaltung, die als Ganzes betrachtet nicht dieser Absicht entspricht, indem sie beispielsweise die Feinheiten eines Steuersystems oder die Unstimmigkeiten zwischen zwei oder mehr Steuersystemen ausnutzt, um die zu zahlende Steuer zu senken, dennoch das Kriterium des Hauptvorteils erfüllt.

Um festzustellen, ob das Kriterium des Steuervorteils erfüllt ist, muss auch das betroffene Kennzeichen berücksichtigt werden. Dennoch ist das Kriterium des Steuervorteils nicht allein dadurch erfüllt, dass die Bedingungen des betreffenden Kennzeichens erfüllt sind.



10.2. Comment peut-on évaluer si l'avantage fiscal est l'avantage principal d'un dispositif ?

L'évaluation afin de déterminer si l'avantage fiscal constitue l'avantage principal doit être faite en fonction des circonstances et des effets généraux du dispositif.

L'avantage fiscal est clairement l'avantage principal d'un dispositif s'il n'y a pas d'objectifs, pour l'implémentation dudit dispositif, autres que l'obtention d'un avantage fiscal ou l'évitement d'une dette fiscale. Lorsque des raisons commerciales sont invoquées, l'avantage fiscal est également considéré comme l'avantage principal d'un dispositif dans le cas où ces raisons commerciales ne présentent pas un avantage économique suffisant au-delà du seul bénéfice fiscal obtenu.

10.3. Dans quels cas le dispositif transfrontière doit-il rencontrer le critère de l'avantage principal pour être déclarable ?

Les dispositifs transfrontières rencontrant le marqueur A, B ou C.1. b) i), c) ou d) doivent, pour être soumis à l'obligation de déclaration auprès de l'ACD, en outre, satisfaire au critère de l'avantage principal. À défaut, un tel dispositif ne devra pas être déclaré.

11. Quelles sont les différentes catégories de marqueurs ?

Il existe cinq catégories de marqueurs :

- la catégorie A reprend les marqueurs généraux liés au « critère de l'avantage principal » ;
- la catégorie B reprend les marqueurs spécifiques liés au « critère de l'avantage principal » ;
- la catégorie C reprend les marqueurs spécifiques liés aux opérations transfrontières ;
- la catégorie D reprend les marqueurs spécifiques concernant l'échange automatique d'informations et les bénéficiaires effectifs ;
- la catégorie E reprend les marqueurs spécifiques concernant les prix de transfert.

11.1. Marqueurs de la catégorie A

Les marqueurs de la catégorie A sont les marqueurs généraux liés au critère de l'avantage principal : pour qu'un dispositif transfrontière rencontrant l'un des marqueurs de catégorie A listé ci-dessous soit déclarable, il doit en outre répondre au critère de l'avantage principal (voir point 10).



10.2.

Wie kann man beurteilen, ob der Steuervorteil der Hauptvorteil der Gestaltung ist?

Die Bewertung, um festzustellen, ob der Steuervorteil den Hauptvorteil darstellt, muss je nach den Umständen und den allgemeinen Auswirkungen der Gestaltung erfolgen.

Der Steuervorteil ist eindeutig der Hauptvorteil einer Gestaltung, wenn es für die Implementierung der Gestaltung keine anderen Ziele als die Erzielung eines Steuervorteils oder die Vermeidung einer Steuerschuld gibt. Wenn kommerzielle Gründe angeführt werden, gilt der Steuervorteil auch dann als Hauptvorteil einer Gestaltung, wenn diese kommerziellen Gründe keinen ausreichenden wirtschaftlichen Vorteil darstellen, der über den reinen Steuervorteil hinausgeht.

10.3. **In welchen Fällen muss für die grenzüberschreitende Gestaltung das Kriterium des Hauptvorteils erfüllt sein, um meldepflichtig zu sein?**

Grenzüberschreitende Gestaltungen, die die Kennzeichen A, B oder C.1.b) i), c) oder d) erfüllen, müssen, um der Meldepflicht gegenüber dem ACD zu unterliegen, zusätzlich das Kriterium des Hauptvorteils erfüllen. Andernfalls muss eine solche Gestaltung nicht gemeldet werden.

11. Welche verschiedenen Kategorien von Kennzeichen gibt es?

Es gibt fünf Kategorien von Kennzeichen:

- Kategorie A übernimmt die allgemeinen Kennzeichen, die mit dem "Kriterium des Hauptvorteils" verbunden sind;
- Kategorie B greift die spezifischen Kennzeichen auf, die mit dem "Kriterium des Hauptvorteils" verbunden sind;
- Kategorie C greift spezifische Kennzeichen auf, die mit grenzüberschreitenden Operationen verbunden sind;
- Kategorie D enthält die spezifischen Kennzeichen in Bezug auf den automatischen Informationsaustausch und die wirtschaftlichen Eigentümer;
- Kategorie E enthält spezifische Kennzeichen, die sich auf Verrechnungspreise beziehen.

11.1. **Kennzeichen der Kategorie A**

Die Kennzeichen der Kategorie A sind die allgemeinen Kennzeichen, die mit dem Kriterium des Hauptvorteils verbunden sind: Damit eine grenzüberschreitende Gestaltung, die auf einen der unten aufgelisteten Kennzeichen der Kategorie A trifft, meldepflichtig ist, muss sie zusätzlich das Kriterium des Hauptvorteils erfüllen (siehe Punkt 10).



11.1.1. Un dispositif remplissant le marqueur A.3. doit-il être considéré comme dispositif commercialisable ?

Un dispositif commercialisable sera toujours à considérer comme standardisé au sens du marqueur A.3.

Par contre, un dispositif qui comporte le marqueur A.3. ne constitue pas automatiquement un dispositif commercialisable.

Il est recommandé de :

- cocher les dispositifs en tant que « commercialisables » uniquement lorsqu'il est envisagé d'envoyer des mises à jour trimestrielles régulières en relation avec ces dispositifs;
- regrouper, dans la mesure du possible, les contribuables concernés dans un seul dispositif (p.ex. déclarer le plan warrant globalement au lieu de chaque transaction en relation avec ce plan).

11.1.2. Que faut-il entendre par le terme « standardisé » ?

Pour qu'un dispositif soit visé sous le marqueur A.3., la documentation ou la structure doit être qualifiée de standardisée. La documentation ou la structure est considérée être standardisée quand elle peut être aisément mise à disposition de plusieurs contribuables concernés sans avoir à être adaptée de façon importante.

Sont ainsi visés les produits fiscaux « préfabriqués » pouvant être utilisés tel quel, ou après des modifications limitées. Le client n'a pas besoin, pour mettre en place un tel montage, d'un accompagnement important sous la forme de services de conseil professionnels (voir para. 104 [du rapport BEPS/Action 12](#)).

Des adaptations mineures entreprises afin de correspondre aux besoins des différents contribuables concernés n'affectent pas la qualification du dispositif en tant que standardisé. Des changements mineurs peuvent par exemple correspondre à des adaptations au niveau du taux d'intérêt, du montant, de la maturité, du début de contrat, de la monnaie libellée.

Par contre, une documentation ou structure standardisée ayant été conçue par un intermédiaire sur base d'un dispositif développé pour un cas spécifique individuel mais qui l'a conçu de telle façon qu'il puisse être utilisable pour un large nombre de cas, tombe sous le marqueur A.3.

11.1.3. Que faut-il entendre par documentation et/ou structure standardisée ?

Une documentation standardisée vise un accord ou document similaire qui est modélisé de façon à ce qu'il n'ait besoin d'aucune adaptation substantielle pour des cas spécifiques. Des modifications importantes d'une telle documentation auraient pour effet qu'elle ne sera plus à considérer comme standardisée. Sont à considérer comme des modifications importantes, les ajustements dans la forme ou dans la présentation de telle sorte que le contenu de la documentation n'apparaît plus comme équivalent ou standardisé dans son ensemble.



11.1.1. Sollte eine Gestaltung, die das Kennzeichen A.3. erfüllt, als marktfähige Gestaltung betrachtet werden?

Eine marktfähige Gestaltung ist immer als standardisiert im Sinne von Kennzeichen A.3 zu betrachten.

Andererseits ist eine Gestaltung, die das Kennzeichen A.3. enthält, nicht automatisch eine marktfähige Gestaltung.

Es wird empfohlen:

- Gestaltungen nur dann als "marktfähig" ankreuzen, wenn geplant ist, regelmäßige vierteljährliche Aktualisierungen im Zusammenhang mit diesen Gestaltungen zu versenden;
- die betroffenen Steuerpflichtigen nach Möglichkeit in einer einzigen Gestaltung zusammenfassen (z. B. den Warrant Plan global melden statt jeder Transaktion, die mit diesem Plan in Zusammenhang steht).

11.1.2. Was ist unter dem Begriff "standardisiert" zu verstehen?

Damit eine Gestaltung unter Kennzeichen A.3. erfasst wird, muss die Dokumentation oder Struktur als standardisiert qualifiziert werden. Die Dokumentation oder Struktur gilt als standardisiert, wenn sie mehreren betroffenen Steuerpflichtigen leicht zur Verfügung gestellt werden kann, ohne dass sie wesentlich angepasst werden muss.

Damit sind "vorgefertigte" Steuergestaltungen gemeint, die unverändert oder nach begrenzten Änderungen verwendet werden können. Der Kunde benötigt für die Umsetzung einer solchen Konstruktion keine umfangreiche Begleitung in Form von professionellen Beratungsdienstleistungen (siehe Paragraph 104 [des BEPS-Berichts/Aktion 12](#)).

Geringfügige Anpassungen, die vorgenommen werden, um den Bedürfnissen der verschiedenen betroffenen Steuerpflichtigen gerecht zu werden, haben keinen Einfluss auf die Einstufung der Gestaltung als standardisiert. Geringfügige Änderungen können z. B. Anpassungen des Zinssatzes, des Betrags, der Laufzeit, des Vertragsbeginns oder der Währung, auf die der Vertrag lautet, sein.

Eine standardisierte Dokumentation oder Struktur, die von einem Intermediär auf der Grundlage eines für einen bestimmten Einzelfall entwickelten Gestaltung entworfen wurde, das er jedoch so gestaltet hat, dass es für eine große Anzahl von Fällen verwendet werden kann, fällt hingegen unter Kennzeichen A.3.

11.1.3. Was ist unter Dokumentation und/oder standardisierter Struktur zu verstehen?

Eine standardisierte Dokumentation zielt auf eine Vereinbarung oder ein ähnliches Dokument ab, das so modelliert ist, dass es für bestimmte Fälle keiner wesentlichen Anpassung bedarf. Wesentliche Änderungen an einer solchen Dokumentation würden dazu führen, dass sie nicht mehr als standardisiert zu betrachten ist. Als wesentliche Änderungen sind zu betrachten, Anpassungen in der Form oder Präsentation, so dass der Inhalt der Dokumentation erscheint nicht mehr als gleichwertig oder standardisiert in ihrer Gesamtheit.



Une structure standardisée est supposée exister si le dispositif a été conçu de telle façon, que ce soit de façon substantielle ou conceptuelle, qu'elle peut être utilisée de façon similaire sur une variété de situations différentes. Si des modifications importantes sont nécessaires au cas par cas, alors la structure ne sera plus à considérer comme standardisée.

11.2. Marqueurs de la catégorie B

Le marqueur B vise les opérations impliquant des transferts de pertes, les conversions de revenus ou les transactions circulaires. Les dispositifs transfrontières auxquels le marqueur B est applicable doivent également satisfaire au critère de l'avantage principal afin d'être considérés comme devant être déclarés.

11.2.1. Que faut-il entendre par « revenu » au sens du marqueur B.2. ?

La définition de revenu est à interpréter au sens large. Elle peut inclure, mais n'est pas limitée, aux salaires, aux dividendes, aux redevances, aux intérêts, aux plus-values et aux droits de succession.

11.2.2. Comment évaluer la conversion de revenu visée sous le marqueur B.2. ?

Afin d'évaluer la conversion, il est à noter qu'il est indifférent de quel point de vue la conversion a lieu. Celle-ci peut avoir lieu dans le chef du payeur, du bénéficiaire ou de tous les deux.

11.2.3. Que faut-il entendre par « revenu taxé à un niveau inférieur » ?

Afin d'évaluer si le revenu est taxé à un niveau inférieur ou n'est pas taxé, il faut se placer au niveau du bénéficiaire du revenu étant donné que ce marqueur vise la partie « revenu » de la conversion. Le cas échéant, il doit être tenu compte de l'imposition d'une même entité dans plusieurs pays.

11.3. Marqueurs de la catégorie C

Le marqueur C contient des marqueurs spécifiques en lien avec des transactions transfrontières, tels que certains paiements transfrontières, la même déduction dans plus d'un pays ou les paiements entre entreprises liées. Les dispositifs transfrontières auxquels s'appliquent les marqueurs C.1. b) i), c) et d) doivent aussi satisfaire au critère de l'avantage principal.

11.3.1. Comment déterminer la résidence fiscale dans le cadre de l'application du marqueur C.1.a) ? (MODIFIÉ)

La résidence fiscale est à déterminer par application de la convention fiscale bilatérale; à défaut de convention bilatérale, la résidence s'apprécie au regard des critères de l'article 4 du [modèle de convention fiscale de l'OCDE](#).

S'agissant du critère de l'assujettissement à l'impôt visé par l'article 4 précité, il est à noter qu'*« une personne est considérée comme étant assujettie à l'obligation fiscale illimitée même si*



Es wird angenommen, dass eine standardisierte Struktur vorliegt, wenn die Gestaltung entweder substanziel oder konzeptionell so gestaltet wurde, dass es auf ähnliche Weise in einer Vielzahl unterschiedlicher Situationen eingesetzt werden kann. Wenn von Fall zu Fall größere Änderungen erforderlich sind, dann ist die Struktur nicht mehr als standardisiert anzusehen.

11.2. Kennzeichen der Kategorie B

Kennzeichen B zielt auf Transaktionen ab, die einen Verlusttransfer, die Umwandlung von Einkünften oder zirkuläre Transaktionen beinhalten. Grenzüberschreitende Gestaltungen, auf die Kennzeichen B anwendbar ist, müssen auch das Kriterium des Hauptvorteils erfüllen, um als meldepflichtig zu gelten.

11.2.1. Was ist unter "Einkommen" im Sinne des Kennzeichens B.2. zu verstehen?

Die Definition von Einkommen ist weit auszulegen. Sie kann Gehälter, Dividenden, Lizenzgebühren, Zinsen, Kapitalgewinne und Erbschaftssteuern umfassen, ist aber nicht darauf beschränkt.

11.2.2. Wie wird die angestrebte Einkommensumwandlung unter Kennzeichen B.2. bewertet?

Bei der Beurteilung der Umwandlung ist zu beachten, dass es unerheblich ist, aus welchem Blickwinkel die Umwandlung stattfindet. Die Umwandlung kann aus der Sicht des Zahlers, des Empfängers oder beider erfolgen.

11.2.3. Was ist unter "Einkommen, das auf einem niedrigeren Niveau besteuert wird" zu verstehen?

Um zu beurteilen, ob das Einkommen niedriger oder gar nicht besteuert wird, muss auf der Ebene des Einkommensempfängers angesetzt werden, da dieses Kennzeichen auf den Einkommensteil der Umrechnung abzielt. Gegebenenfalls muss berücksichtigt werden, ob ein und dasselbe Rechtssubjekt in mehreren Ländern besteuert wird.

11.3. Kennzeichen der Kategorie C

Kennzeichen C enthält spezifische Kennzeichen im Zusammenhang mit grenzüberschreitenden Transaktionen, wie z. B. bestimmte grenzüberschreitende Zahlungen, denselben Abzug in mehr als einem Land oder Zahlungen zwischen verbundenen Unternehmen. Grenzüberschreitende Gestaltungen, auf die die Kennzeichen C.1. b) i), c) und d) zutreffen, müssen auch das Kriterium des Hauptvorteils erfüllen.

11.3.1. Wie bestimmt man die steuerliche Ansässigkeit bei der Anwendung des Kennzeichen C.1.a)? (GEÄNDERT)

Die steuerliche Ansässigkeit wird durch die Anwendung des bilateralen Steuerabkommens bestimmt; wenn es kein bilaterales Abkommen gibt, wird die Ansässigkeit anhand der Kriterien von Artikel 4 des OECD-Musterabkommens beurteilt.

In Bezug auf das Kriterium der Steuerpflicht gemäß dem oben genannten Artikel 4 ist zu beachten, dass "*eine Person auch dann als unbeschränkt steuerpflichtig gilt, wenn der*



l'Etat contractant ne lui applique pas en fait d'impôt »³.

Lorsqu'en application de ces critères, une entreprise n'a de résidence fiscale dans aucune juridiction, le marqueur C.1.a) est déclenché.

11.3.2. Une société transparente peut-elle être considérée comme le bénéficiaire des paiements transfrontières visés sous le marqueur C.1.a) ?

Sous le marqueur C.1., le bénéficiaire des paiements est considéré comme un contribuable concerné. Afin de déterminer si le contribuable concerné est la société transparente ou l'associé/bénéficiaire effectif, il faut en premier lieu déterminer si la société transparente est considérée comme résidente fiscale des juridictions concernées. La résidence fiscale doit être déterminée en vertu des stipulations de la convention fiscale bilatérale applicable ou, à défaut, au regard des critères de l'article 4 du [modèle de convention fiscale de l'OCDE](#).

En application du §11bis de la loi d'adaptation fiscale (« Steueranpassungsgesetz »), les sociétés de personnes n'ont pas de personnalité juridique distincte de celle de leurs associés et sont considérées comme fiscalement transparentes. Celles-ci ne sont donc en principe pas considérées comme bénéficiaires des paiements pour l'application du marqueur C.1.a). Ce sont alors les actionnaires, les associés ou les propriétaires des parts de cette entité transparente qui sont à considérer comme bénéficiaires.

Il en est de même pour les entités transparentes situées dans une juridiction autre que le Luxembourg. Une approche « *look through* » s'impose alors.

Cependant, dans les cas où la juridiction dans laquelle l'entité transparente est constituée ou a son siège de direction effective, refuse la transparence fiscale sur base d'une mesure anti-abus, il y aura lieu de considérer cette entité comme bénéficiaire des paiements pour l'application du marqueur C.1.a).

³ V. commentaires sur l'article 4 du modèle de convention fiscale de l'OCDE, para. 8.11.



Vertragsstaat faktisch keine Steuer auf sie erhebt".³

Wenn ein Unternehmen nach diesen Kriterien in keiner Rechtsordnung steuerlich ansässig ist, ist das Kennzeichen C.1.a) erfüllt.

11.3.2. Kann eine transparente Gesellschaft als Empfänger der unter Kennzeichen C.1.a) genannten grenzüberschreitenden Zahlungen angesehen werden?

Unter dem Kennzeichen C.1. wird der Empfänger der Zahlungen als betroffener Steuerpflichtige betrachtet. Um zu bestimmen, ob es sich bei dem betroffenen Steuerpflichtigen um die transparente Gesellschaft oder den wirtschaftlichen Gesellschafter/Begünstigten handelt, muss zunächst festgestellt werden, ob die transparente Gesellschaft in den betreffenden Rechtsordnungen als steuerlich ansässig gilt. Die steuerliche Ansässigkeit muss nach den Bestimmungen des anwendbaren bilateralen Steuerabkommens oder, falls ein solches nicht vorliegt, nach den Kriterien von Artikel 4 des [OECD-Musterabkommens](#) bestimmt werden.

Gemäß §11bis des Steueranpassungsgesetzes haben Personengesellschaften keine von ihren Gesellschaftern getrennte Rechtspersönlichkeit und werden als steuerlich transparent angesehen. Sie werden daher bei der Anwendung von Kennzeichen C.1.a) grundsätzlich nicht als Zahlungsempfänger angesehen. Es sind dann die Aktionäre, Gesellschafter oder Eigentümer von Anteilen dieser transparenten Körperschaft, die als Empfänger anzusehen sind.

Dasselbe gilt für transparente Einheiten, die in einer anderen Jurisdiktion als Luxemburg ansässig sind. In diesen Fällen ist ein "look through"-Ansatz erforderlich.

In Fällen, in denen die Rechtsordnung, in der das transparente Unternehmen gegründet wurde oder seinen tatsächlichen Verwaltungssitz hat, die Steuertransparenz aufgrund einer Maßnahme zur Missbrauchsbekämpfung verweigert, wird dieses Unternehmen für die Anwendung von Kennzeichen C.1.a) als Zahlungsempfänger betrachtet.

³ Vgl. Kommentare zu Artikel 4 des OECD-Musterabkommens, Artikel 8.11.



11.3.3. Quelles sont les juridictions de pays tiers qui ont été évaluées comme étant non coopératives et qui sont à considérer sous le marqueur C.1. b) ii) ? (MODIFIÉ)

Les juridictions considérées comme non coopératives sont celles qui :

- sont inscrites sur la [liste](#) (Annexe I) publiée au journal officiel de l'Union Européenne;
- figurant sur une liste établie par l'OCDE.

Les juridictions non coopératives au sens du marqueur C.1. sont celles qui figurent sur l'une des deux listes précitées, ou sur les deux, à la date du fait générateur de l'obligation déclarative.

Aucune liste de juridictions non coopératives, au sens du tiret 2 ci-dessus, n'a été établie par l'OCDE au jour de publication du présent document.

11.3.4. Quels sont les revenus visés sous le marqueur C.1. d) ? (NOUVEAU)

Les revenus et gains domestiques qui ne sont pas imposés sur base d'une convention de non double imposition ou d'un régime préférentiel domestique sont visés sous le marqueur C.1. d).

11.4. Marqueurs de la catégorie D

Le marqueur D contient d'une part, des marqueurs spécifiques en lien avec les obligations de déclaration impliquant un échange automatique de renseignements et d'autre part, des marqueurs spécifiques en lien avec des dispositifs qui visent à dissimuler des bénéficiaires effectifs par le recours à des structures non-transparentes.

11.4.1. Que faut-il entendre par un « Accord équivalent concernant l'échange automatique » visé sous le marqueur D.1. ?

Il est renvoyé à la [liste](#) des juridictions partenaires au sens de la Norme commune de déclaration (ci-après « NCD ») établie par l'OCDE.



11.3.3. Welche Drittstaatengerichtsbarkeiten wurden als nicht kooperativ bewertet und sind unter dem Kennzeichen C.1. b) ii) zu betrachten? (GEÄNDERT)

Als nicht kooperativ gelten Gerichtsbarkeiten, die:

- sind in der [Liste](#) (Anhang I) aufgeführt, die im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlicht wurde;
- die auf einer von der OECD erstellten Liste stehen.

Nicht kooperative Gerichtsbarkeiten im Sinne von Kennzeichen C.1. sind solche, die zum Zeitpunkt des die Meldepflicht auslösenden Ereignisses in einer oder beiden der oben genannten Listen aufgeführt sind.

Zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des vorliegenden Dokuments wurde von der OECD keine Liste von nicht kooperativen Gerichtsbarkeiten erstellt.

11.3.4. Welche Einkünfte sind unter Kennzeichen C.1. d) gemeint? (NEU)

Inländische Einkünfte und Gewinne, die nicht aufgrund eines Doppelbesteuerungsabkommens oder einer inländischen Präferenzregelung besteuert werden, fallen unter das Kennzeichen C.1.d).

11.4. Kennzeichen der Kategorie D

Kennzeichen D enthält einerseits spezifische Kennzeichen im Zusammenhang mit Meldepflichten, die einen automatischen Informationsaustausch beinhalten, und andererseits spezifische Kennzeichen im Zusammenhang mit Gestaltungen, die darauf abzielen, wirtschaftliche Eigentümer durch den Rückgriff auf nichttransparente Strukturen zu verschleiern.

11.4.1. Was ist unter einer "Gleichwertigen Vereinbarung über den automatischen Austausch" zu verstehen, auf die unter Kennzeichen D.1. Bezug genommen wird?

Es wird auf die von der OECD erstellte [Liste](#) der Partnergerichtsbarkeiten im Sinne des Gemeinsamen Meldestandards (Common Reporting Standard, im Folgenden "CRS") verwiesen.



11.4.2. Quand un dispositif transfrontière est-il à considérer comme susceptible d'avoir pour effet de porter atteinte aux obligations déclaratives au sens du marqueur D.1. ?

L'intention ou l'absence d'intention de la part du contribuable ne doit pas être prise en considération afin de déterminer si « un dispositif est susceptible d'avoir pour effet de porter atteinte » aux obligations déclaratives au sens du marqueur D.1. (voir [Modèle de règles afférentes à la déclaration obligatoire d'informations relatives aux dispositifs de contournement de la NCD et aux structures extraterritoriales opaques](#), émis par l'OCDE, pages 25 et 26).

11.5. Marqueurs de la catégorie E

Le marqueur E contient des marqueurs spécifiques concernant les prix de transfert.

11.5.1. Que faut-il entendre par des actifs incorporels difficiles à évaluer repris sous le marqueur E.2. ?

Au vue de l'interprétation de la notion « d'actifs incorporels difficiles à évaluer » utilisée dans le cadre des marqueurs spécifiques liés aux prix de transferts, il doit être fait référence aux [principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert](#) à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales 2017 et plus spécifiquement au chapitre VI - D4 -6.189.

Ainsi, l'expression « d'actifs incorporels difficiles à évaluer » désigne des actifs incorporels ou des droits sur des actifs incorporels pour lesquels, au moment du transfert entre des entreprises associées,

- il n'existe pas de comparables fiables, et
- au moment de la conclusion de la transaction, les prévisions des flux de trésorerie ou de revenus futurs susceptibles d'être tirés de l'actif incorporel transféré ou les hypothèses utilisées pour évaluer l'actif incorporel sont très incertaines, et rendent difficile la prévision du niveau de réussite finale de l'actif incorporel au moment du transfert.

11.5.2. Est-ce qu'une fusion ou liquidation transfrontière peut être visée par le marqueur E.3. ? (MODIFIÉ)

Une fusion transfrontière ou liquidation qui implique un transfert transfrontière de fonctions ; et /ou de risques ; et/ou d'actifs au sein d'un même groupe et qui a pour conséquence, dans les trois ans qui suivent l'opération, une diminution d'au moins 50 % du bénéfice annuel avant intérêts et impôt réalisé par le ou les cédants par rapport à celui qu'ils auraient constaté si l'opération n'avait pas eu lieu, tombe dans le champ d'application du marqueur E.3.



11.4.2. Wann ist eine grenzüberschreitende Gestaltung als geeignet anzusehen, eine Beeinträchtigung der Meldepflichten im Sinne von Kennzeichen D.1. zu bewirken?

Die Absicht oder fehlende Absicht des Steuerpflichtigen sollte nicht berücksichtigt werden, um festzustellen, ob "eine Gestaltung wahrscheinlich eine Verletzung" der Meldepflichten im Sinne von Kennzeichen D.1. bewirkt (siehe OECD-Musterregeln [für die Meldepflicht von Informationen über CRS-Umgehungsgestaltungen und undurchsichtige Offshore-Strukturen](#), S. 25-26).

11.5. Kennzeichen der Kategorie E

Kennzeichen E enthält spezifische Kennzeichen, die sich auf Verrechnungspreise beziehen.

11.5.1. Was ist unter schwer zu bewertenden immateriellen Vermögenswerten zu verstehen, die unter der Markierung E.2. aufgeführt sind?

Im Hinblick auf die Auslegung des Begriffs "schwer bewertbare immaterielle Vermögenswerte", der im Zusammenhang mit spezifischen Verrechnungspreiskennzeichen verwendet wird, sollte auf die [OECD-Verrechnungspreisleitlinien](#) für multinationale Unternehmen und Steuerverwaltungen 2017 und insbesondere auf Kapitel VI - D4-6.189 verwiesen werden.

So bezieht sich der Begriff "schwer bewertbare immaterielle Vermögenswerte" auf immaterielle Vermögenswerte oder Rechte an immateriellen Vermögenswerten, bei denen zum Zeitpunkt der Übertragung zwischen verbundenen Unternehmen,

- es keine verlässlichen Vergleiche gibt und
- zum Zeitpunkt des Abschlusses der Transaktion die Prognosen der künftigen Cashflows oder Erträge, die aus dem übertragenen immateriellen Vermögenswert erzielt werden können, oder die Annahmen, die zur Bewertung des immateriellen Vermögenswerts verwendet wurden, sehr unsicher sind und es schwierig machen, den endgültigen Erfolgsgrad des immateriellen Vermögenswerts zum Zeitpunkt der Übertragung zu prognostizieren.

11.5.2. Kann eine grenzüberschreitende Verschmelzung oder Liquidation durch das Kennzeichen E.3. erfasst werden? (GEÄNDERT)

Eine grenzüberschreitende Verschmelzung oder Liquidation, die mit einer grenzüberschreitenden Übertragung von Funktionen verbunden ist und/oder Risiken; und/oder Vermögenswerte innerhalb einer Gruppe und die dazu führt, dass der Jahresgewinn vor Zinsen und Steuern des/der Übertragenden innerhalb von drei Jahren nach der Transaktion um mindestens 50 % niedriger ausfällt als ohne die Transaktion, fällt unter das Kennzeichen E.3.



L'appréciation de la baisse du résultat s'effectue compte tenu des éléments d'informations disponibles au moment du transfert, et la baisse doit être inhérente aux fonctions et/ou risques et/ou actifs transférés.

Le transfert doit être observé du point de vue légal et non pas fiscal. En effet, à partir du moment où il y a changement de propriété du point de vue juridique, c'est-à-dire d'un cédant à un cessionnaire, il faut considérer qu'il y a transfert au sens du marqueur E.3.

Ne sont **en principe** pas considérés comme des transferts transfrontières de fonctions et/ou de risques et/ou d'actifs au sein du groupe et ne relèvent donc pas du marqueur E.3., les fusions transfrontalières entre sociétés intra-européennes où tous les actifs et passifs restent liés à un établissement stable de la société absorbante dans la juridiction fiscale de la société acquise.

11.5.3. Est-ce que les migrations et les transferts administratifs du siège social sont visés par le marqueur E.3. ? (NOUVEAU)

Le marqueur E.3. s'applique lorsqu'il y a un transfert de propriété juridique entre un cédant et un cessionnaire.

Dans le cadre d'une migration avec continuité de la personnalité morale ou d'un transfert administratif du siège social, il n'y a pas de changement de propriétaire juridique et par conséquent de cédant au sens du marqueur E.3.

Une migration avec continuité de la personnalité morale ou un transfert administratif de siège social n'est donc pas à qualifier de dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration sous le marqueur E.3.

11.5.4. Quelle est la définition de l'EBIT ? (MODIFIÉ)

Le bénéfice avant intérêts et impôt annuel (ou « *EBIT – earnings before interest and taxes* ») s'entend ici comme le **résultat de l'exercice** tel que défini par le plan comptable normalisé augmenté des charges d'intérêts et d'impôts et diminué des produits d'intérêts et d'impôts.

Le résultat de l'exercice correspond à la différence entre les produits et charges tels qu'ils apparaissent dans le compte de profits et pertes de l'exercice.

11.5.5. Comment déterminer la variation de l'EBIT? (NOUVEAU)

Un des critères d'application du marqueur E.3. est qu'un dispositif impliquant un transfert de fonctions et/ou de risque et/ou d'actifs crée dans « *les trois ans qui suivent l'opération, une diminution d'au moins 50 % du bénéfice annuel avant intérêts et impôt réalisé par le ou les cédants par rapport à celui qu'ils auraient constaté si l'opération n'avait pas eu lieu* ».



Die Beurteilung des Ergebnisrückgangs erfolgt unter Berücksichtigung der zum Zeitpunkt der Übertragung verfügbaren Informationen, und der Rückgang muss den übertragenen Funktionen und/oder Risiken und/oder Vermögenswerten inhärent sein.

Die Übertragung ist aus rechtlicher und nicht aus steuerlicher Sicht zu beobachten. Denn sobald es aus rechtlicher Sicht zu einem Eigentumswechsel kommt, d. h. von einem Übertragenden zu einem Übernehmer, ist von einer Übertragung im Sinne von Kennzeichen E.3 auszugehen.

Grundsätzlich nicht als grenzüberschreitende Übertragung von Funktionen und/oder Risiken und/oder Vermögenswerten innerhalb der Gruppe und damit nicht unter den Kennzeichen E.3. fallen grenzüberschreitende Verschmelzungen zwischen innereuropäischen Unternehmen, bei denen alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten mit einer Betriebsstätte des übernehmenden Unternehmens in der Steuerhoheit des erworbenen Unternehmens verbunden bleiben.

11.5.3. Sind Sitzverlegungen und Verlegungen des Orts der Geschäftsleitung vom Kennzeichen E.3. erfasst? (NEU)

Die Markierung E.3. wird angewendet, wenn es eine Übertragung des rechtlichen Eigentums zwischen einem Übertragenden und einem Übernehmer gibt.

Bei einer Migration mit Fortbestand der Rechtspersönlichkeit oder einer administrativen Verlegung des Firmensitzes kommt es zu keiner Änderung des rechtlichen Eigentümers und damit des Übertragenden im Sinne von Kennzeichen E.3.

Eine Migration unter Fortbestand der Rechtspersönlichkeit oder eine administrative Verlegung des Firmensitzes ist daher nicht als grenzüberschreitende Gestaltung zu qualifizieren, die unter Kennzeichen E.3 gemeldet werden muss.

11.5.4. Wie lautet die Definition von EBIT? (GEÄNDERT)

Der jährliche Gewinn vor Zinsen und Steuern (oder "*EBIT - earnings before interest and taxes*") wird hier als **Jahresergebnis** gemäß der Definition des standardisierten Kontenplans zuzüglich der Zins- und Steueraufwendungen und abzüglich der Zins- und Steuereinnahmen verstanden.

Das Jahresergebnis entspricht der Differenz zwischen den Erträgen und Aufwendungen, wie sie in der in der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr erscheinen.

11.5.5. Wie bestimmt man die Veränderung des EBIT? (NEU)

Eines der Kriterien für die Anwendung des Kennzeichens E.3. ist, dass eine Gestaltung, die eine Übertragung von Funktionen und/oder Risiken und/oder Vermögenswerten beinhaltet, innerhalb von *"drei Jahren nach der Transaktion zu einem Rückgang des Jahresgewinns vor Zinsen und Steuern, den der/die Veräußerer erzielt hat/haben, um mindestens 50 % gegenüber dem Gewinn führt, den er/sie ohne die Transaktion erzielt hätte/n"*.



La période de projection doit s'étaler en principe sur 3 ans après le transfert de fonctions et/ou de risque et/ou d'actifs.

Pour le calcul de l'EBIT, deux calculs différents doivent être faits. Le premier calcul se réfère à la projection de la période de 3 ans sans inclure le transfert transfrontière de fonctions et/ou de risque et/ou d'actifs. Le second calcul doit être fait en prenant en compte le transfert transfrontière.

Au vu du calcul de la variation d'au moins 50% de l'EBIT, la période de projection de l'EBIT peut aussi bien débuter à la date de clôture de l'année comptable pendant laquelle le transfert a eu lieu, qu'à la date du transfert lui-même. Les déclarants sont par conséquent invités à indiquer dans le descriptif du dispositif, la date de début de calcul ainsi que la période prise en compte pour le calcul de la variation de l'EBIT afin de permettre de déterminer exactement la période de référence du calcul de la variation.

12. Quelles sont les modalités de transmission des informations ?

Les informations sont à déposer par voie électronique sécurisée via la plateforme *MyGuichet* en utilisant l'un des deux moyens de déclaration suivant :

- i) une saisie manuelle à travers la démarche spécifique ACD : Déclaration liée à un dispositif transfrontière », ou
- ii) l'import d'un fichier structuré XML.

Pour plus de détails concernant les modalités techniques du dépôt, voir le manuel utilisateur « Déclaration liée à un dispositif transfrontière », le schéma XSD et les exemples de fichier-type, publiés sur le site de l'ACD dans la rubrique « Échanges électroniques », sous-rubrique « Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ».

12.1. Une démarche peut-elle être transmise même si les champs désignés comme champs obligatoires sont laissés vides ?

Lorsque le déclarant n'a pas connaissance des informations à déclarer obligatoirement, il a la possibilité de remplir les champs comme suit :

- « *unknown* » pour le numéro d'identification fiscale (« NIF ») et les champs de texte libre;
- « 01/01/1900 » pour les dates et
- « 1 » pour la valeur.

Lorsque les informations ne doivent pas être obligatoirement renseignées, il est recommandé de ne pas remplir le champ lorsque le déclarant n'en a pas connaissance.



Der Projektionszeitraum sollte sich grundsätzlich über drei Jahre nach der Übertragung von Funktionen und/oder des Risikos und/oder der Vermögenswerte erfolgen.

Für die Berechnung des EBIT müssen zwei verschiedene Berechnungen angestellt werden. Die erste Berechnung bezieht sich auf die Projektion des Dreijahreszeitraums, ohne den grenzüberschreitenden Transfer von Funktionen und/oder Risiken und/oder Vermögenswerten einzubeziehen. Die zweite Berechnung muss unter Berücksichtigung des grenzüberschreitenden Transfers vorgenommen werden.

Angesichts der Berechnung der EBIT-Änderung von mindestens 50% kann der EBIT-Projektionszeitraum sowohl am Abschlussstichtag des Geschäftsjahres, in dem die Übertragung stattgefunden hat, als auch am Tag der Übertragung selbst beginnen. Die Berichtspflichtigen werden daher aufgefordert, in der Beschreibung der Gestaltung das Datum des Berechnungsbeginns sowie den Zeitraum, der für die Berechnung der EBIT-Veränderung herangezogen wird, anzugeben, damit der Bezugszeitraum für die Berechnung der Veränderung genau bestimmt werden kann.

12. Wie werden die Informationen weitergegeben?

Die Informationen sind auf sicherem elektronischem Weg über die Plattform *MyGuichet* einzureichen, indem Sie eine der beiden folgenden Meldewege nutzen:

- i) eine manuelle Eingabe über den spezifischen ACD-Schritt: Meldung im Zusammenhang mit einer grenzüberschreitenden Gestaltung", oder
- ii) den Import einer strukturierten XML-Datei.

Weitere Einzelheiten zu den technischen Modalitäten der Einreichung finden Sie im Benutzerhandbuch. "Meldung im Zusammenhang mit einer grenzüberschreitenden Gestaltung", das XSD-Schema und die Beispieldateien, die auf der ACD-Website unter "Elektronischer Austausch", Unterpunkt "Grenzüberschreitende Gestaltungen, die gemeldet werden müssen", veröffentlicht wurden.

12.1. Kann ein Schritt auch dann weitergeleitet werden, wenn die als Pflichtfelder bezeichneten Felder leer gelassen werden?

Wenn dem Meldenden die meldepflichtigen Informationen nicht bekannt sind, hat er die Möglichkeit, die Felder wie folgt auszufüllen:

- "unknown" für die Steueridentifikationsnummer ("TIN") und Freitextfelder;
- "01/01/1900" für Daten und
- "1" für den Wert.

Wenn Informationen nicht zwingend ausgefüllt werden müssen, wird empfohlen, das Feld nicht auszufüllen, wenn der Meldende keine Kenntnis davon hat.



12.2. Quelle est la langue à utiliser pour la transmission des informations ?

Les démarches sont disponibles en français, allemand et anglais. Les informations requises par l'article 10, points c) et e) et d'autres champs de texte libre doivent être fournies en anglais indépendamment de la langue utilisée pour la démarche.

12.3. Quels numéros de référence sont attribués à un dispositif en cas de déclaration ?

L'ACD attribue deux références distinctes lors du dépôt de la déclaration via la plateforme *MyGuichet* :

- **Arrangement ID** :

Cette référence est attribuée lorsque le dispositif est déclaré pour la première fois par le déclarant initial. Elle est communiquée au déclarant initial du dispositif dès que celui-ci finalise la saisie ou l'import de la déclaration du dispositif transfrontière. Elle est reprise sur le bordereau émis lors de la transmission par voie électronique de la déclaration à l'ACD.

Elle est attribuée par l'ACD si le déclarant initial transmet sa déclaration au Luxembourg. Dans le cas où le déclarant initial transmet sa déclaration dans un autre État membre que le Luxembourg, la référence est attribuée par cet autre État membre.

L'*Arrangement ID* est attaché au dispositif déclaré et est rappelé par la suite par toute autre personne qui transmet une déclaration relative au même dispositif. À ce titre, le déclarant initial communique la référence à toute personne, dont il a connaissance, tenue aux obligations prévues par la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ainsi qu'à toute autre personne, dont il a connaissance, susceptible d'être soumise à des obligations équivalentes dans un autre État membre de l'Union européenne, qu'il s'agisse d'un autre intermédiaire, ou d'un contribuable concerné, résidents ou établis fiscalement au Luxembourg, ou relevant d'un autre État membre. La communication de cette référence est concomitante à la transmission de la déclaration par le déclarant initial afin que toute autre personne soumise à l'obligation déclarative puisse effectuer une déclaration dans les délais requis.

Toute autre personne qui transmet une déclaration relative à un dispositif donné, renseigne l'*Arrangement ID* de sorte que chacune des déclarations en lien avec ce même dispositif puisse être rattachée audit dispositif dans le répertoire central sécurisé.

- **Disclosure ID** :

Cette référence est attribuée au moment de la saisie ou de l'import de la déclaration. Elle est reprise sur le bordereau émis lors de la transmission par voie électronique de la déclaration à l'ACD. Elle est unique. Chaque nouvelle déclaration transmise se voit attribuer une *Disclosure ID* unique. La *Disclosure ID* est une information personnelle qui ne doit pas être communiquée. Elle permet notamment de modifier ou consulter la déclaration qui a été transmise.



12.2.

Welche Sprache soll für die Übermittlung von Informationen verwendet werden?

Die Schritte sind in Deutsch, Französisch und Englisch verfügbar. Die in Artikel 10 Buchstaben c und e geforderten Informationen und andere Freitextfelder müssen unabhängig von der für die sonst verwendete Sprache in englischer Sprache bereitgestellt werden.

12.3.

Welche Referenznummern werden einer Gestaltung bei einer Meldung zugewiesen?

Die ACD vergibt bei der Einreichung der Meldung über die Plattform zwei unterschiedliche Referenzen *MyGuichet*:

- Arrangement ID:

Diese Referenz wird vergeben, wenn die Gestaltung zum ersten Mal vom ursprünglichen Melder gemeldet wird. Sie wird dem ursprünglichen Melder der Gestaltung mitgeteilt, sobald dieser die Eingabe oder den Import der Meldung der grenzüberschreitenden Gestaltung abschließt. Die Referenznummer wird auf der Rechnung angegeben, die bei der elektronischen Übermittlung der Meldung an die ACD ausgestellt wird.

Sie wird von der ACD zugewiesen, wenn der ursprüngliche Meldende seine Meldung in Luxemburg übermittelt. Wenn der ursprüngliche Meldende seine Meldung in einem anderen Mitgliedstaat als Luxemburg einreicht, wird die Referenz von diesem anderen Mitgliedstaat zugewiesen.

Die *Arrangement-ID* wird an die gemeldete Gestaltung angehängt und in der Folge von jeder anderen Person, die eine Meldung zu derselben Gestaltung übermittelt, abgerufen. Zu diesem Zweck teilt der ursprüngliche Meldende die Referenz jeder ihm bekannten Person mit, die den Verpflichtungen gemäß dem Gesetz vom 25. März 2020 über meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltungen unterliegt, sowie jeder anderen ihm bekannten Person, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union gleichwertigen Verpflichtungen unterliegen könnte, unabhängig davon, ob es sich um einen anderen Intermediär oder einen betroffenen Steuerpflichtigen handelt, die in Luxemburg ansässig oder steuerlich niedergelassen sind oder einem anderen Mitgliedstaat unterstehen. Die Mitteilung dieses Verweises erfolgt zeitgleich mit der Übermittlung der Erklärung durch den ursprünglichen Erklärenden, damit jede andere Person, die der Erklärungspflicht unterliegt, eine Erklärung innerhalb der vorgeschriebenen Fristen abgeben kann.

Jede andere Person, die eine Meldung zu einer bestimmten Gestaltung übermittelt, füllt das *ID-Arrangement so aus*, dass jede Meldung, die sich auf dieselbe Gestaltung bezieht, im gesicherten Zentralspeicher mit dieser Gestaltung verknüpft werden kann.

- Disclosure ID:

Diese Referenz wird zum Zeitpunkt der Eingabe oder des Imports der Meldung vergeben. Sie wird auf der Rechnung aufgeführt, die bei der elektronischen Übermittlung der Meldung an die ACD ausgestellt wird. Sie ist einmalig. Jeder neu übermittelten Meldung wird eine eindeutige *Disclosure ID* zugewiesen. Die *Disclosure ID* ist eine persönliche Information, die nicht weitergegeben werden darf. Sie dient insbesondere dazu, die übermittelte Meldung zu ändern



12.4. Que faut-il entendre par le champ « *Provisions nationales* » à renseigner dans le cadre de la déclaration ?

Ce champ permet de renseigner les informations détaillées sur les dispositions légales des États concernés (voir point 8). Dans la section "provisions nationales", les détails sur les dispositions nationales qui constituent la base du dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration doivent être renseignés.

12.5. Que faut-il entendre par le champ « *date de début de contrat* » du formulaire de déclaration ?

Ce champ n'est à remplir qu'en présence de dispositifs commercialisables. La date de début de contrat se réfère ici à la date à laquelle la première étape de la mise en œuvre du dispositif visé à l'article 10 (1) d) de la Loi a été accomplie par le contribuable concerné.

Ainsi, en l'absence d'un dispositif commercialisable, ce champ n'est pas à remplir.

12.6. Une fois la démarche transmise via *MyGuichet* à l'ACD peut-elle encore faire l'objet d'une correction ?

Une correction d'une déclaration est possible par l'envoi d'un nouveau fichier XML ou par saisie manuelle via *MyGuichet*. Il est à noter qu'en cas de dépôt d'une déclaration corrective, il doit être indiqué qu'il s'agit d'une déclaration de type « Correction » et tous les autres champs doivent de nouveau être renseignés. Aussi faut-il impérativement renseigner l'*Arrangement ID* ainsi que la *Disclosure ID* attribuées lors de la démarche initiale.

Pour plus de détails concernant les modalités techniques d'une correction, veuillez-vous référer au manuel d'utilisateur « Déclaration liée à un dispositif transfrontière » et à l'exemple de fichier de type CORRECTION, publiés sur le site de l'ACD dans la rubrique « Échanges électroniques », sous-rubrique « Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ».



oder einzusehen.

12.4. Was ist unter dem Feld "Nationalen Vorschriften" zu verstehen, das im Rahmen der Meldung auszufüllen ist?

In diesem Feld werden detaillierte Angaben zu den gesetzlichen Bestimmungen der betreffenden Staaten gemacht (siehe Punkt 8). Im Abschnitt "Nationalen Vorschriften" müssen Einzelheiten zu den nationalen Bestimmungen angegeben werden, die die Grundlage der grenzüberschreitenden Gestaltung bilden, die Gegenstand der Meldung sein soll.

12.5. Was ist unter dem Feld "Datum des Vertragsbeginns" im Meldeformular zu verstehen?

Dieses Feld ist nur auszufüllen, wenn es sich um marktfähige Gestaltungen handelt. Das Datum des Vertragsbeginns bezieht sich hier auf das Datum, an dem der erste Schritt zur Implementierung der in Artikel 10 (1) d) des Gesetzes genannten Gestaltung durch den betreffenden Steuerpflichtigen vollzogen wurde.

Wenn also keine marktfähige Gestaltung vorhanden ist, muss dieses Feld nicht ausgefüllt werden.

12.6. Kann ein Vorgang, der über MyGuichet an die ACD übermittelt wurde, noch korrigiert werden?

Eine Korrektur einer Meldung ist durch das Senden einer neuen XML-Datei oder durch manuelle Eingabe über MyGuichet möglich. Es ist zu beachten, dass bei der Einreichung einer Korrekturmeldung angegeben werden muss, dass es sich um eine Meldung des Typs "Korrektur" handelt, und dass alle anderen Felder erneut ausgefüllt werden müssen. Die *Arrangement ID* und die *Disclosure ID*, die beim ersten Schritt zugewiesen wurden, müssen daher unbedingt ausgefüllt werden.

Weitere Einzelheiten zu den technischen Modalitäten einer Korrektur finden Sie im Benutzerhandbuch ""Meldung im Zusammenhang mit einer grenzüberschreitenden Gestaltung" und in der Beispieldatei des Typs CORRECTION, die auf der ACD-Website unter der Rubrik "Elektronischer Datenaustausch", Unterrubrik ""Meldung im Zusammenhang mit einer grenzüberschreitenden Gestaltung" veröffentlicht sind.



12.7. Dans quels cas faut-il prévoir le dépôt d'un ajout à une déclaration ?

Un ajout peut être déposé dans 3 cas de figure différents :

- **Dispositifs ayant déjà fait l'objet d'une déclaration par un autre intermédiaire ou dans un autre État Membre**

L'ajout d'informations à un dispositif déjà déclaré s'applique dans l'hypothèse où on se trouve en présence de plusieurs intermédiaires qui déclarent un même dispositif. Les ajouts constituent donc de nouvelles déclarations, déposées par différents déclarants et contenant les informations dont les déclarants disposent chacun séparément en relation avec le dispositif. Il ne s'agit donc pas "d'ajouter" des données à une déclaration existante, mais d'ajouter une déclaration à un dispositif existant.

- **Dispositifs commercialisables**

Dans le cas de dispositifs commercialisables, une mise à jour trimestrielle doit être déposée par le déclarant initial au cas où de nouvelles informations concernant le dispositif concerné seraient à déclarer. Un ajout à la déclaration permettra par exemple au déclarant initial d'ajouter des éléments tels que de nouveaux contribuables concernés. Dans ce cas, les informations déjà communiquées dans le cadre de la déclaration initiale ne devront pas être reprises. Par contre, les informations concernant le déclarant, le descriptif du dispositif ainsi que les identifiants du dispositif devront être repris.

- **Dispositifs dont certaines informations n'étaient pas connues au moment du dépôt**

Certaines informations considérées comme obligatoires (p.ex. valeur du dispositif) peuvent ne pas être connues avant l'expiration du délai de déclaration légal du dispositif. Afin de permettre aux intermédiaires ou, le cas échéant, aux contribuables concernés de respecter leur obligation de déclaration, il est tout de même possible de transmettre la démarche (v point 12.1.) sans renseigner ces informations obligatoires. Il est recommandé de déposer un ajout une fois les données obligatoires connues.

Pour plus de détails concernant les modalités techniques d'un ajout, voir le manuel utilisateur « Déclaration liée à un dispositif transfrontière » et l'exemple de fichier de type AJOUT, publiés sur le site de l'ACD dans la rubrique « Échanges électroniques », sous-rubrique « Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ».



12.7.

In welchen Fällen sollte die Einreichung eines Zusatzes zu einer Meldung vorgesehen werden?

Ein Zusatz kann in drei verschiedenen Fällen eingereicht werden:

- **Gestaltungen, die bereits von einem anderen Intermediär gemeldet wurden, oder in einem anderen Mitgliedstaat**

Die Hinzufügung von Informationen zu einer bereits gemeldeten Gestaltung gilt für den Fall, dass es mehrere Intermediäre gibt, die dieselbe Gestaltung melden. Hinzufügungen sind also neue Meldungen, die von verschiedenen Meldern eingereicht werden und die Informationen enthalten, über die die Melder jeweils einzeln in Bezug auf die Gestaltung verfügen. Es handelt sich also nicht um das "Hinzufügen" von Daten zu einer bestehenden Meldung, sondern um das Hinzufügen einer Meldung zu einer bestehenden Gestaltung.

- **Marktfähige Gestaltungen**

Bei marktfähigen Gestaltungen muss der ursprüngliche Melder vierteljährlich eine Aktualisierung einreichen, falls neue Informationen über die betreffende Gestaltung zu melden sind. Eine Ergänzung der Meldung ermöglicht es dem ursprünglichen Melder beispielsweise, Elemente wie neue betroffene Steuerpflichtige hinzuzufügen. In diesem Fall müssen die bereits im Rahmen der ursprünglichen Meldung gemachten Angaben nicht erneut angegeben werden. Die Informationen über den Erklärenden, die Beschreibung der Gestaltung und die Kennungen der Gestaltung müssen jedoch übernommen werden.

- **Gestaltungen, bei denen einige Informationen zum Zeitpunkt der Einreichung nicht bekannt waren**

Bestimmte Informationen, die als obligatorisch angesehen werden (z.B. der Wert der Anlage), sind möglicherweise nicht vor Ablauf der gesetzlichen Meldefrist für die Anlage bekannt. Damit die Intermediäre oder gegebenenfalls die betroffenen Steuerpflichtigen ihrer Meldepflicht nachkommen können, ist es dennoch möglich, den Ansatz (s. Punkt 12.1.) zu übermitteln, ohne diese obligatorischen Informationen auszufüllen. Es wird empfohlen, einen Zusatz einzureichen, sobald die Pflichtangaben bekannt sind.

Weitere Details zu den technischen Modalitäten eines Zusatzes finden Sie im Benutzerhandbuch "Meldung im Zusammenhang mit einer grenzüberschreitenden Gestaltung" und das Beispiel für eine Datei des Typs AJOUT, die auf der ACD-Website unter der Rubrik "Elektronischer Datenaustausch", Unterrubrik "Grenzüberschreitende Gestaltungen, die gemeldet werden müssen" veröffentlicht wurden.



12.8. Comment savoir si une démarche a bien été transmise à l'ACD ?

Une fois la démarche transmise, le déclarant reçoit un message via la plateforme *MyGuichet*.

Ce message contiendra un bordereau de transmission ainsi qu'un document PDF reprenant le détail des informations communiquées à l'ACD.

Le bordereau de transmission constitue une preuve de transmission de la déclaration à l'ACD et confirme par la même les identifiants liés à votre déclaration.

12.9. Quand est-ce que le dispositif déclaré fera l'objet d'un échange automatique?

Les échanges automatiques des dispositifs transfrontières sont effectués dans un **délai d'un mois** à compter de la fin du trimestre au cours duquel les informations ont été transmises à l'ACD.

Après l'échange automatique des informations transmises, un certificat de déclaration (*certificate of disclosure*), établi par l'ACD, sera mis à disposition du déposant sur la plateforme *MyGuichet*.

12.10. Le bordereau de transmission et le certificat de déclaration constituent-ils une preuve de déclaration acceptée par les autres États membres ?

L'ACD ne peut pas garantir que ces documents seront acceptés en tant que preuve par d'autres autorités compétentes de l'Union européenne.



12.8. Wie kann ich feststellen, ob ein Schritt an die ACD weitergeleitet wurde?

Sobald der Vorgang übermittelt wurde, erhält der Meldende eine Nachricht über die Plattform *MyGuichet*.

Diese Nachricht enthält einen Übermittlungsschein sowie ein PDF-Dokument mit den Einzelheiten der an die ACD weitergegebenen Informationen.

Der Übermittlungsschein ist ein Beweis für die Übermittlung der Meldung an die ACD und bestätigt damit auch die mit Ihrer Meldung verbundenen Anmeldebedaten.

12.9. Wann wird die gemeldete Gestaltung automatisch ausgetauscht?

Der automatische Austausch der grenzüberschreitenden Gestaltungen erfolgt **innerhalb eines Monats** nach dem Ende des Quartals, in dem die Informationen an die ACD übermittelt wurden.

Nach dem automatischen Austausch der übermittelten Informationen wird dem Meldenden auf der Plattform *MyGuichet* ein von der ACD erstelltes Anmeldungszertifikat (*certificate of disclosure*) zur Verfügung gestellt.

12.10. Stellen der Übermittlungsschein und die Anmeldebescheinigung einen von anderen Mitgliedstaaten akzeptierten Anmeldungsnachweis dar?

Die ACD kann nicht garantieren, dass diese Dokumente von anderen zuständigen Behörden in der Europäischen Union als Beweismittel akzeptiert werden.